Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 27 mai 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°644 ■

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A PRÉSIDÉ, HIER, UNE RÉUNION

La réactivation du service du Guichet unique à l'ordre du jour

P 16

OUVERTURE DU 23e SIPSA-FILAHA À ALGER

Cap sur une agriculture innovante et durable

Dr AMINE BENSEMMANE, PRÉSIDENT DU SALON SIPSA FILAHA INNOV ET DU GRFI

«Trois priorités pour une souveraineté alimentaire réelle»

Le 23e Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie (SIPSA-FILAHA) s'est ouvert, hier à Alger, avec la participation de 750 opérateurs de 39 pays. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, qui a affirmé, dans une allocution à cette occasion, que «la participation qualitative et importante que connaît cette édition reflète l'intérêt des entreprises, des investisseurs et des professionnels locaux et étrangers pour le secteur de l'agriculture en Algérie, où une dynamique sans précédent est enregistrée grâce aux réformes et aux mesures incitatives prises ces dernières années». P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

SAIDAL compte exporter plus de 200 produits vers la Mauritanie

Le groupe SAIDAL compte exporter prochainement plus de 200 produits pharmaceutiques vers le marché mauritanien, parallèlement à l'avancement des procédures d'exportation vers huit (8) autres pays, selon un responsable du Groupe public.

P 2

COUVERTURE MÉDICALE ET SOCIALE DES ASSURÉS SOCIAUX

La CNAS dépense près de 650 milliards de dinars par an

La Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) engage chaque année près de 650 milliards de dinars pour assurer la couverture médicale et sociale de près de 30 millions d'Algériens. Un chiffre révélateur de l'ampleur des efforts consentis par l'État pour maintenir un système de sécurité sociale à la fois solidaire, universel et performant.

P 5

DYNAMISATION DE LA CULTURE ENTREPRENEURIALE

Mise en place de 109 CDE et plusieurs incubateurs

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans la promotion de l'esprit d'entreprise auprès des jeunes. Avec la création de 109 centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) au sein des universités et la mise en place d'incubateurs spécialisés, les autorités entendent insuffler une nouvelle dynamique entrepreneuriale, orientée vers l'innovation, la rentabilité et l'autonomie économique.

P 5

ARAB LEASING CORPORATION

Lancement d'un nouvel emprunt obligataire de 3 milliards de DA P 2

ABAISSEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Le ministre du Travail présente un projet de loi à l'APN P 5

PORT D'ALGER

Mise en service d'une zone de dégagement portuaire sous contrôle douanier P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

SAIDAL compte exporter plus de 200 produits vers la Mauritanie

Le groupe SAIDAL compte exporter prochainement plus de 200 produits pharmaceutiques vers le marché mauritanien, parallèlement à l'avancement des procédures d'exportation vers huit (8) autres pays, selon un responsable du Groupe public.

Par S R.

Le directeur de l'exportation à SAIDAL, Dr. Atmane Meddad, a précisé dans une déclaration à l'APS, en marge de la participation du groupe à la 7ème édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott (du 22 au 28 mai), organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, que l'opération d'exportation vers la Mauritanie s'inscrit dans le cadre du contrat de partenariat signé, vendredi dernier, avec l'entreprise "Chinguity Pharma". Cet accord, fruit d'une année de négociations, constitue un point de départ important pour la distribution des médicaments de SAIDAL en Mauritanie, selon le même responsable qui a indiqué que "l'enregistrement de 220 produits pharmaceutiques auprès des autorités sanitaires mauritaniennes sera bientôt finalisé, en vue de leur distribution sur l'ensemble du territoire mauritanien". Cette étape sera suivie du lancement d'un partenariat entre SAIDAL et le groupe "Chinguity Pharma" pour la production de médicaments en Mauritanie, d'autant plus que ce dernier dispose d'une usine de production de médicaments en phase avancée de réalisation, qui sera mise en service avec un soutien technique de SAIDAL, ajoute M. Meddad. La production portera dans un premier temps sur les médicaments les plus couramment utilisés tels que les sirops thérapeutiques et les comprimés, avant de s'élargir à d'autres types de médicaments notamment ceux destinés au traitement des maladies chroniques comme le diabète et les maladies cardiovasculaires, ainsi qu'aux anticancéreux, soulignant l'importance de la présence de l'Algerian Union Bank (AUB) en Mauritanie pour faciliter la concrétisation de ce projet. A travers cet investissement sur le marché mauritanien, le Groupe public aspire à accéder aux marchés de l'Afrique de l'Ouest, qui compte près de 300 millions d'habitants, un objectif qui sera concrétisé dans les plus brefs délais grâce à la coopération entre les deux groupes, selon le même responsable. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie de SAIDAL visant à s'ouvrir aux marchés africains, au moment où l'entreprise s'oriente vers le développement de la production de matières premières, afin d'accroître ses exportations vers des marchés plus vastes tels que le Moyen-Orient et l'Europe, a-t-il ajouté. A cet égard, M. Meddad a souligné que le choix du partenaire mauritanien a été mûrement réfléchi, compte tenu de sa présence dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, à même d'accompagner efficacement SAIDAL dans l'élargissement de sa présence continentale et le renforcement de la position de la production pharmaceutique algérienne sur les marchés africains. Par ailleurs, le même responsable a révélé que les procédures d'enregistrement des médicaments de SAIDAL ont été lancées dans huit autres pays, dont le Sénégal, l'Ethiopie, le Yémen, la Libye et la Tunisie, en prélude au lancement des premières opérations d'exportation dans un avenir proche.

ARAB LEASING CORPORATION

Lancement d'un nouvel emprunt obligataire de 3 milliards de DA

Par R E.

La société Arab Leasing Corporation (ALC) a annoncé, hier à Alger, le lancement officiel de son troisième emprunt obligataire, d'un montant de 3 milliards de DA, destiné exclusivement aux investisseurs professionnels. Cette opération porte sur 300.000 obligations ordinaires, d'une valeur nominale de 10.000 DA chacune, avec une maturité de cinq ans et un coupon annuel fixe de 5,65 %. Les titres seront cotés sur le marché réservé aux investisseurs professionnels de la Bourse d'Alger, a précisé l'ALC lors d'une journée d'information dédiée à cette émission. Selon la présentation faite par la société à l'occasion, cette levée de fonds s'inscrit dans le cadre de son plan stratégique 2025-2028, qui vise à faire progresser sa part de marché dans le secteur du leasing, de 7,74% à 10,19%. "Cet emprunt obligataire constitue une étape majeure dans notre stratégie de croissance. Il renforce notre solidité financière et confirme notre rôle dans le financement des entreprises algériennes", a déclaré Abdelhakim Djebarni, directeur général de l'ALC, dans un communiqué rendu public à l'occasion. M. Djebarni a également révélé, dans une déclaration à l'APS qu'un "deuxième emprunt, d'un montant de 2 milliards de dinars, sera lancé avant la fin de l'année 2025". Il n'a pas exclu, à moyen terme, une ouverture du capital d'ALC en Bourse, soulignant qu'une telle démarche sera prochainement étudiée. De son côté, Sid Ahmed Bouziani, directeur général de la CNEP Banque, chef de file des neuf intermédiaires en opérations de Bourse (IOB) mobilisés pour cette émission, a salué cette opération, qu'il a qualifiée d'"opportunité importante et très attrayante du fait de son rendement compétitif sur cinq ans". "Il s'agit d'une initiative qui s'inscrit pleinement dans l'esprit de redynamisation du marché financier algérien", a-t-il affirmé, soulignant également la négociabilité des obligations sur le marché secondaire de la Bourse d'Alger. Le Directeur général de la société de gestion de la bourse des valeurs, Yazid Benmouhoub, a, quant à lui, souligné que cette opération intervenait dans une dynamique positive du marché financier, marqué par plusieurs autres émissions en cours de préparation. Il a réaffirmé l'engagement de la Bourse à accompagner et à garantir le succès de ce type d'opérations, en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème financier. Créée en 2001, Arab Leasing Corporation est la première société de leasing établie en Algérie. Elle a pour objectif de proposer aux opérateurs économiques nationaux des solutions de financement adaptées à leurs besoins spécifiques. Le capital de la société est détenu par quatre institutions actionnaires : ABC Bank, CNEP Banque, TAIC, ainsi que des investisseurs privés.

BANQUE ALGÉRIENNE EN MAURITANIE

Ouverture d'une 3e agence à Zouerate en juin prochain

Synthèse S R.

La banque algérienne en Mauritanie (Algerian Union Bank- AUB) poursuit son programme de déploiement et s'apprête à ouvrir, en juin prochain, à Zouérate, sa troisième agence, a indiqué son directeur commercial, Mohamed Zerrouki. "Notre troisième agence ouvrira ses portes au cours du mois de juin prochain et sera implantée à Zouerate (à quelque 700 km au nord-est de la capitale Nouakchott), a-t-il déclaré à l'APS. Plus tard, ajoute M. Zerrouki, "d'autres agences seront ouvertes aussi à Nouakchott et au niveau des régions les plus actives de ce pays". Opérant actuellement via deux agences (à Nouakchott et Nouadibou), cette banque qui a entamé ses activité fin 2023, compte lancer cette année le financement aussi bien des opérations d'exportation de l'Algérie vers la Mauritanie, mais aussi des projets d'investissement contribuant à booster la coopération économique entre les deux pays. "Nos objectifs pour 2025 consistent à entamer les activités de financement et accélérer le rythme en termes de traitement des opérations avec l'international, accompagner nos clients dans la mise en relation avec des opérateurs algériens", indique le même responsable.
En effet, l'AUB se penche actuellement sur l'examen du financement de plusieurs "projets intéressants" promus par des opérateurs économiques algériens et mauritaniens, selon le même responsable, précisant que les critères requis par la banque sont "la viabilité et la rentabilité des projets qui doivent également soutenir l'effort du renforcement de la coopération économique algéro-mauritanienne". M. Zerrouki a relevé, dans ce contexte, que l'année 2024 a été celle de la mise en place de l'organisation, des procédures et des différents modules du système d'information, parallèlement à l'étude du marché mauritanien et ses spécificités. --La foire algérienne à Nouakchott, un catalyseur pour l'export -- Avec des potentialités économiques importantes, notamment dans le domaine minier, halieutique, mais aussi en énergie avec un secteur commercial dynamique, la Mauritanie constitue pour l'Algérie "une porte d'entrée vers les pays de l'Afrique de l'Ouest et peut constituer un tremplin pour l'export des produits algériens", note M Zerrouki. Dotée d'un capital social de 50 millions de dollars, l'AUB a comme actionnaires quatre banques publiques: le CPA avec une part de 40%, la BNA, la BEA et la BADR avec 20% chacune. S'exprimant, d'autre part, sur l'exposition des produits algériens dans la capitale mauritanienne, qui se tient du 22 au 28 mai, le directeur commercial de l'AUB a relevé l'apport d'une telle manifestation économique pour intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays, en renforçant les exportations nationales hors hydrocarbures.
"Nous avons participé à l'édition précédente de l'exposition comme pour cette année. Un intérêt particulier a été ressenti pour les produits algériens l'année dernière et notre rôle est de contribuer à fluidifier les échanges entre nos deux pays et mettre en valeur le savoir-faire des entreprises algériennes", a-t-il souligné à ce propos.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

OUVERTURE DU 23e SIPSA-FILAHA À ALGER

Cap sur une agriculture innovante et durable

Le 23e Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie (SIPSA-FILAHA) s'est ouvert, hier à Alger, avec la participation de 750 opérateurs de 39 pays. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, qui a affirmé, dans une allocution à cette occasion, que «la participation qualitative et importante que connaît cette édition reflète l'intérêt des entreprises, des investisseurs et des professionnels locaux et étrangers pour le secteur de l'agriculture en Algérie, où une dynamique sans précédent est enregistrée grâce aux réformes et aux mesures incitatives prises ces dernières années».

Par Zahir R.

Ce salon est désormais «un rendez-vous incontournable pour les opérateurs algériens et étrangers dans divers domaines liés à l'agriculture, à la pêche et aux industries agroalimentaires», a-t-il dit. Et d'ajouter : « Ce salon reflète l'intérêt accru que suscite l'agriculture algérienne, aujourd'hui en pleine transformation grâce à des réformes structurelles et des mesures incitatives ambitieuses». Le ministre a mis ainsi en avant la dynamique enclenchée ces quatre dernières années pour booster l'investissement agricole et renforcer la souveraineté alimentaire de l'Algérie. Il a insisté sur les efforts déployés pour moderniser les filières stratégiques et encourager la production locale. En effet, des thèmes stratégiques pour la souveraineté alimentaire seront au menu de cette édition du SIPSA 2025. Il s'agit de l'agriculture saharienne, développement de la filière dattière, production de semences de pomme de terre, oléiculture, tomate industrielle, aquaculture, etc.). « Les grands axes abordés par cette édition s'inscrivent parfaitement dans les priorités actuelles des pouvoirs publics visant notamment à satisfaire la demande du marché national ; réduire les importations et favoriser les exportations», a-t-il souligné.

Innovation et entrepreneuriat au cœur du salon

Le ministre Youcef Chorfa a salué l'initiative de Filaha Innov, qui organise un concours dédié aux start-ups agricoles africaines, soulignant l'importance de l'innovation pour relever les défis agricoles du continent.
« La mise en place d'un concours dédié aux start-ups africaines, à l'initiative de Filaha Innov, illustre une fois de plus la volonté politique affirmée de l'Algérie de promouvoir l'innovation et d'encourager l'émergence d'entreprises innovantes, considérées comme un levier stratégique dans les priorités nationales», a-t-il affirmé. L'innovation, a-t-il précisé, est appelée à jouer un rôle clé pour améliorer la productivité, stimuler les initiatives régionales et renforcer la coopération agricole africaine.

Une plateforme de rencontres et d'opportunités

Le SIPSA Agrofood 2025 offre également, ajoute-t-il, une plateforme de rencontres professionnelles, d'échanges d'expertises et de développement des exportations. « Cette édition du salon constitue également une opportunité précieuse pour répondre aux exigences de la dynamique du secteur agricole en Algérie, tout en favorisant les échanges d'expériences et l'ouverture sur de nouveaux marchés d'exportation», a-t-il précisé, en soulignant que cette dynamique va de pair avec la volonté de l'État de soutenir les opérateurs économiques et les producteurs face aux défis climatiques, économiques et géostratégiques.
Prennent part à ce rendez-vous économique, disposant d'une superficie d'exposition de plus de 35.000 m2, 750 entreprises algériennes et étrangères issues de 39 pays, dont l'Italie, invitée d'honneur de cette 23e édition. Près de 40 000 visiteurs sont attendus à cette 23 éme édition. Le SIPSA-FILAHA est divisé en trois parties dédiées respectivement à la production agricole, à l'aquaculture et à l'exportation vers l'Afrique. La manifestation sera ponctuée par l'organisation de plusieurs journées d'étude consacrées aux filières de la pomme de terre et des dattes, à l'agriculture saharienne et aux industries agroalimentaires.
Les prix du Concours de l'innovation dans le secteur agricole en Afrique (AFRIKA SIPSA INNOV) seront remis le dernier jour du salon.

DR AMINE BENSEMMANE, PRÉSIDENT DU SALON SIPSA FILAHA INNOV ET DU GRFI

« Trois priorités pour une souveraineté alimentaire réelle»

Par Z R.

C'est dans un contexte international marqué par l'instabilité des marchés et les incertitudes géopolitiques que s'est ouverte la 23e édition du SIPSA-FILAHA, grand rendez-vous de l'agriculture et de l'élevage en Afrique du Nord. Devant un parterre d'officiels, d'ambassadeurs, d'acteurs agricoles et de chercheurs, le Dr Amine Bensemmane, président du Salon SIPSA Filaha Innov et du Groupe de Réflexion et d'Innovation pour le Futur de l'Industrie (GRFI), a prononcé un discours fort, placé sous le signe de l'autonomie stratégique de l'Algérie en matière alimentaire. « Fini l'illusion d'une sécurité alimentaire automatiquement régulée par les marchés internationaux », a-t-il déclaré, insistant sur la nécessité d'adopter des logiques plus intégrées, à l'échelle nationale, régionale, puis mondiale.
Dans son allocution, le commissaire du salon SIPSA-FILAHA a identifié trois axes structurants pour garantir la résilience du système agricole algérien. Il s'agit notamment de la disponibilité et la production de médicaments vétérinaires, à partir de matières premières locales, pour assurer la qualité sanitaire du cheptel ; la disponibilité du fourrage aussi conventionnel que non conventionnel afin de surmonter l'état de dépendance vis-à-vis des importations et enfin la maîtrise des semences, tant végétales qu'animales, enjeu clé de la sécurité agricole. « Sans concentration sur ces trois thématiques stratégiques, il ne peut y avoir d'agriculture autonome », a-t-il averti, appelant à un sursaut collectif et à une modernisation en profondeur des moyens de production.

Une édition tournée vers l'innovation et l'intelligence collective

Le président du GRFI a souligné la vocation scientifique et technologique du salon, à travers l'organisation de forums et de conférences animés par Filaha Innov et son incubateur de start-ups agricoles. Il a invité les visiteurs à découvrir le village des start-ups, qui regroupe de jeunes entreprises innovantes, actives dans les technologies agricoles et l'agriculture durable.
« Nous plaçons le SIPSA-FILAHA dans une dynamique promotionnelle des échanges scientifiques, technologiques et techniques. C'est cette orientation que vous aurez à découvrir dans les forums du SIPSA », a souligné Amine Bensemmane, rappelant que la souveraineté alimentaire passera aussi par la coopération avec des nations amies et le partage d'expertise. Et d'ajouter : « Vous aurez tout au long de ces quatre jours l'occasion de rencontrer des acteurs de l'agriculture ; nationaux et étrangers, avec ce qu'ils ont de mieux à offrir, pour relever ensemble le défi de l'autonomie alimentaire »

Le concours Oleomed : promouvoir les trésors oléicoles algériens

Parmi les nouveautés de cette édition, figure le lancement du concours Oleomed, destiné à primer les meilleures huiles d'olive produites localement. Une initiative qui ambitionne de valoriser la qualité et le potentiel exportateur de la filière oléicole nationale. « Ce secteur a un bel avenir à l'export, avec des retombées économiques considérables en perspective », s'est-il félicité.
L'autre nouveauté lors de cette édition, annonce Bensemmane, c'est l'organisation d'un cloloque scientifique et technologique des applications industrielles du Palmier dattier (The Palm Tree Initiative 2025) est conduit par le Vice-président du GRFI, Brahim Zitouni. « Les directives qui y sont dessinées, de manières concrète, peuvent être mises sur pied rapidement et portent en elles un potentiel de substitution aux importations », a-t-il souligné. L'intervenant a indiqué que dans les deux cas palmiers et oliviers sont des plantes particulièrement résistantes aux changements climatiques.
Enfin, le Dr Amine Bensemmane a annoncé la tenue, au cours de l'année 2026, de la deuxième Conférence panafricaine sur la question alimentaire, en partenariat avec des pays africains, arabes, ainsi que plusieurs organismes multilatéraux intéressés par les programmes de développement engagés.

PORT D'ALGER

Mise en service d'une zone de dégagement portuaire sous contrôle douanier

Par R E.

Une zone de dégagement portuaire sous contrôle douanier, relevant de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), a été mise en service lundi à Rouiba (Alger), d'une superficie globale de près de 45.000 M2, et ce dans le cadre des efforts visant à désengorger le port d'Alger. La cérémonie d'inauguration de cette installation a été présidée par le ministre des Transports, Saïd Sayoud, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, et le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, en présence du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi, du directeur général des douanes, le Général major Abdelhafid Bakhouche, ainsi que des représentants des départements ministériels concernés, des autorités locales, de membres des deux chambres du Parlement et des représentants d'organismes et d'établissements économiques. La zone de dégagement portuaire s'étale sur une superficie globale estimée à 44.960 M2, pouvant accueillir jusqu'à 2400 conteneurs, soit l'équivalent de 10% de la capacité de stockage actuelle du port d'Alger, selon les explications données à cette occasion par le directeur général de l'EPAL, Abdelhamid Boulaam. Cette installation comprend une plateforme réservée au stockage d'une superficie de 39.752 M2, un scanner pouvant traiter 200 conteneurs/heure, quatre (4) grues, un entrepôt réservé aux produits dangereux d'une superficie de 1200 M2, un entrepôt de déchargement d'une superficie de 900 M2, en plus d'un réseau anti-incendie, d'un réservoir d'eau d'une capacité de 120 M3 et des issues pour les conteneurs frigorifiques. Dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie d'inauguration, le ministre des Transports a souligné que la mise en service de cette installation permettra de réduire le taux d'occupation du port d'Alger et d'accélérer les opérations commerciales au profit des importateurs, au vu des moyens dont elle dispose, outre l'accompagnement assuré par les instances concernées, telles que l'Autorité portuaire, les Douanes algériennes, les services du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, les services du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ainsi que ceux du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.
A cette occasion, le ministre a relevé la poursuite de la coordination avec les services des douanes en vue de créer d'autres zones de dégagement dans différents établissements portuaires, saluant les efforts déployés par tous les acteurs pour améliorer la qualité des services fournis au niveau des ports, fonctionnant selon le système de travail 7j/7 et 24h/24, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a, en outre, mis en exergue les efforts consentis pour récupérer les navires en panne de la flotte maritime commerciale algérienne, affirmant qu'après la remise en service, dimanche, des deux navires "Sedrata" et "Saoura", le navire "Constantine" sera transféré à l'étranger pour réparation et maintenance.
M. Sayoud a également fait état de la dissolution du partenariat avec un opérateur étranger exploitant trois navires, qualifié de "partenariat inéquitable", ajoutant que les navires en question seront mis à la disposition de la compagnie CNAN Algérie.

PÉTROLE

En hausse, le Brent affiché à 65,15 dollars

Les prix du pétrole ont augmenté, hier , en début des échanges asiatiques, à la suite de la décision du président américain Donald Trump de prolonger le délai des négociations commerciales avec l'Union européenne.
Cette décision a contribué à apaiser les craintes d'éventuels droits de douane américains, susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'économie mondiale et la demande en carburant.
Les contrats à terme sur le Brent ont gagné 37 cents, soit une hausse de 0,6 %, pour atteindre 65,15 dollars le baril, tandis que le brut américain West Texas Intermediate (WTI) a augmenté de 34 cents, soit 0,6 %, pour s'établir à 61,87 dollars le baril.
Le président américain avait auparavant annoncé son accord pour prolonger les négociations commerciales avec l'Union européenne jusqu'au 9 juillet prochain, après que la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, a affirmé que l'Union avait besoin de plus de temps pour parvenir à un accord.
Le Brent et le WTI ont ainsi poursuivi leurs gains après avoir clôturé la séance de vendredi dernier en hausse de 0,5 %.

FINANCES

Les travaux des Assemblées annuelles de la BAD s'ouvrent à Abidjan

Les travaux des Assemblées annuelles u groupe de la Banque africaine de développement (BAD) ont débuté, lundi à Abidjan (Côte d'Ivoire), sous le thème "Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement" avec l'ambition de permettre au continent de renforcer sa résilience et de faire face aux multiples défis à venir. Plus de 6.000 délégués représentant les 81 pays membres de la BAD prennent part aux travaux de ces assemblées annuelles qui constituent l'événement le plus important de l'institution, étalées jusqu'au 30 mai. Ces assemblées comprennent la 60e Assemblée du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement et la 51e Assemblée du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la Banque. Au cours de la première journée, le programme comprend des réunions statuaires, notamment la réunion du bureau du Conseil des gouverneurs, la réunion du comité directeur conjoint du Conseil des gouverneurs ouverte aux gouvernements non membres, ainsi que la réunion informelle du comite directeur du Conseil des gouverneurs pour l'élection du nouveau président de la BAD. Au programme figure aussi la tenue d'un évènement consacré au deuxième plan décennal de mise en oeuvre de l'Agenda 2063. Les réunions annuelles permettent au groupe de la BAD, constitué de la Banque africaine de développement, du Fonds africain de développement (FAD) et du Fonds spécial du Nigeria (FSN), de faire le point, avec les actionnaires, sur les progrès et les projets réalisés. Les travaux de ces Assemblées seront marqués mardi par le dialogue présidentiel qui réunira des chefs d'Etat et de gouvernements et des institutions régionales pour discuter des stratégies visant à faire travailler les capitaux africains pour le développement, tout en identifiant les principaux défis et opportunités. Dans une déclaration à la presse, le président du Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a affirmé, lundi à Abidjan, que l'engagement de la BAD en faveur du développement de l'Afrique est inébranlable, soulignant que les projets financés par l'institution ont un impact positif direct sur la vie de plus de 565 millions de personnes en Afrique.

EL BAYADH

Mise en place d'une colonne mobile de lutte contre les feux de forêts et les cultures agricoles

La Conservation des forêts de la wilaya d'El Bayadh a procédé, récemment, à l'installation d'une colonne mobile de lutte contre les incendies de forêts et des cultures agricoles pour la saison 2025, a-t-on appris auprès de cette instance. Cette colonne est composée de sept équipes mobiles, dotées de divers équipements d'intervention et des ressources humaines nécessaires. Trois de ces équipes sont déployées dans les oasis de Boussemghoun, Brézina, Arbaouat et Labiodh Sidi Cheikh, afin de protéger les palmiers dattiers et divers arbres fruitiers. Les quatre autres équipes sont réparties dans d'autres zones, notamment au chef-lieu de wilaya, ainsi que dans les zones boisées de Dhraâ Lahmar, Boualem, Stitine, entre autres, précise la même source. Cette colonne poursuivra ses missions jusqu'au 31 octobre prochain.
Dans le cadre du même plan préventif de lutte contre les incendies de forêts, six tours de surveillance ont été mis en place, où des agents de la conservation des forêts y assurent la veille en continue et une intervention rapide, dés le signalement d'un foyer d'incendie, pour la protection du patrimoine forestier et des cultures agricoles.
Ce plan prévoit également, en coordination avec divers partenaires tels que les services de la protection civile, la sécurité et la gendarmerie nationales, ainsi que les communes, l'organisation de campagnes de sensibilisation à l'intention des citoyens afin d'élever leur niveau de conscience et les inciter à contribuer à la prévention des incendies de forêts et des cultures.
Des exercices de simulation aux divers scénarios d'intervention en cas d'incendie sont également programmées dans l'objectif d'évaluer constamment le niveau de préparation et l'efficacité des ressources humaines mobilisées, indique-t-on. Pour rappel, la wilaya d'El Bayadh dispose d'une superficie forestière estimée à 122.000 hectares, incluant les plantations du barrage vert, en plus de 240.000 hectares de patrimoine alfatier, selon la même source.

TRANSPORT MARITIME

Reprise des activités du navire "Saoura" après sa maintenance en Turquie

Le navire algérien "Saoura" a officiellement repris, dimanche, ses activités commerciales, après avoir subi une opération de maintenance complète dans des chantiers de réparation en Turquie, suite à des pannes techniques, indique un communiqué du ministère des Transports. Le navire, réparé selon les normes internationales, sous la supervision de bureaux de classification agréés, a entamé sa première traversée commerciale au départ du port d'Antalya à destination de l'Algérie, a précisé la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère des Transports visant à réhabiliter la flotte maritime nationale et à régulariser la situation des navires algériens, conformément aux instructions du ministre du secteur, M. Saïd Sayoud, appelant à l'accélération de la cadence de remise en service des navires à l'arrêt, selon la même source. Le reprise des activités du navire "Saoura" constitue une étape "importante" dans le processus de redynamisation de la flotte nationale et d'amélioration de ses performances opérationnelles, renforçant ainsi la présence de l'Algérie dans le domaine du transport maritime commercial, conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,79	-0,67	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	NC	0,00	0,26	0,74	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	3,12	6,77	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	16000	36 800 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,55	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,21	-4,70	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 25 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Mai 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	65	72	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	74	86	62	الطماطم	
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف	
	Ail vert	136	154	118	الثوم الخضراء	
	Carotte	82	91	73	الجزر	
	Navet	91	101	82	لفت	
	Petit pois	186	205	167	الجلبانة	
	Fève verte	95	105	84	الفول الاخضر	
	Courgette	75	85	65	الكوسة	
	Haricot vert	179	198	160	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	110	123	97	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	439	514	364	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	549	682	416	التمر	
	Banane	417	424	409	الموز	
	Fraise	284	323	244	الفراولة	
	Melon	146	163	129	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	91	104	78	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1756	1897	1614	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	379	391	367	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

COUVERTURE MÉDICALE ET SOCIALE DES ASSURÉS SOCIAUX

La CNAS dépense près de 650 milliards de dinars par an

La Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) engage chaque année près de 650 milliards de dinars pour assurer la couverture médicale et sociale de près de 30 millions d'Algériens. Un chiffre révélateur de l'ampleur des efforts consentis par l'État pour maintenir un système de sécurité sociale à la fois solidaire, universel et performant.

Par Mourad A.

Dans une intervention accordée à la « Chaîne I » de la radio nationale, AbdelhafidDjeghri, directeur central des prestations à la CNAS, a mis en lumière les principales avancées et les défis liés à la gestion de cette institution. « L'Algérie est un État social par essence. Notre système de sécurité sociale couvre aujourd'hui plus de 90 % de la population, toutes catégories confondues, y compris les non-salariés et les militaires », a-t-il souligné.Conformément aux principes énoncés dans la Constitution, le droit à la santé est garanti à tous. Le système algérien couvre l'ensemble des risques sociaux reconnus par l'Organisation internationale du travail, notamment la maladie, les accidents du travail, l'invalidité, la maternité ou encore les maladies professionnelles. « Nous assurons une couverture à hauteur de 80 %, et dans de nombreux cas, elle atteint 100 %, en particulier pour les maladies chroniques », a précisé Djeghri.

En 2024, ce sont 298 milliards DA qui ont été consacrés au remboursement des médicaments. La facture globale des prestations de santé, y compris les congés de maladie, les accidents de travail et l'invalidité, s'élève à 550 milliards DA. À cela s'ajoute la contribution de la CNAS au financement de la santé publique, pour un total avoisinant les 650 milliards DA par an.Pour garantir une meilleure accessibilité aux soins et réduire les lenteurs administratives, la CNAS a engagé une réforme numérique de la carte Chifa. Dorénavant, la mise à jour des cartes se fait directement en pharmacie, sans avoir à se déplacer aux centres CNAS. Cette mesure allège la pression sur les structures sociales et permet de fluidifier le service pour les assurés.Plus de 13 000 pharmacies à travers le pays sont déjà connectées au système. « Avant, le citoyen devait perdre une journée de travail pour actualiser sa carte. Aujourd'hui, cette opération se fait automatiquement au moment de l'achat du médicament », a expliqué le responsable.Cette innovation s'accompagne d'un système de paiement tiers, évitant aux malades d'avancer les frais. Une solution salutaire pour les 5,8 millions d'Algériens atteints de maladies chroniques, pris en charge à 100 %. « Parfois, le coût des soins dépasse le revenu mensuel. Grâce à ce dispositif, le malade accède à ses traitements sans avancer un seul dinar », a-t-il rappelé.

Si la CNAS ne lésine pas sur les moyens, elle veille également à maîtriser ses dépenses et à lutter contre les fraudes. « Nous avons mis en place des mécanismes de contrôle électronique, en amont et en aval, pour éviter les abus tout en respectant les droits des assurés », a précisé Djeghri. En parallèle, une liste de plus de 7 500 médicaments remboursables, mise à jour mensuellement, encadre la politique pharmaceutique.Concernant les actes médicaux coûteux, la CNAS collabore avec plus de 50 cliniques spécialisées dans la chirurgie cardiaque, avec des prises en charge allant de 55 000 DA à 200 millions DA, selon la complexité de l'intervention. Désormais, même certaines pathologies cérébrales, autrefois traitées à l'étranger, sont soignées en Algérie grâce à l'intégration de nouvelles spécialités médicales.

Si le système est salué pour sa générosité, son avenir dépend du recouvrement rigoureux des cotisations sociales. Djeghri a appelé les employeurs à « honorer leurs obligations pour protéger les droits de leurs travailleurs ». Il rappelle que l'équilibre du système repose sur une gestion rationnelle, non pas en réduisant les dépenses, mais en les orientant vers les véritables bénéficiaires.En 2024, plus de 75 millions d'ordonnances ont été remboursées, dont 98 % via le système du tiers payant. Et grâce à une décision présidentielle, 2 050 patients atteints de cancer non assurés ont pu être intégrés au dispositif.À travers ces réformes structurelles et numériques, la CNAS montre sa volonté de concilier solidarité, accessibilité et efficacité. Comme le résume AbdelhafidDjeghri : « Le rôle de la CNAS ne se limite pas à distribuer des prestations, il s'agit surtout de protéger la dignité des Algériens face aux aléas de la vie ».

ABAISSEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Le ministre du Travail présente un projet de loi à l'APN

Par R E.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb, a présenté, lundi devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif à l'abaissement de l'âge de la retraite dans le secteur de l'éducation. Lors d'une séance plénière présidée par le vice-président de l'APN, M. Ahcene Hani, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, M. Bentaleb a précisé que le projet de loi complétant la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite intervenait en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en reconnaissance des efforts déployés par les enseignants et les cadres du secteur de l'éducation dans la formation des générations. Il s'agit, à travers ce projet de loi, de "permettre aux enseignants des trois cycles (primaire, moyen et secondaire), aux corps d'inspection et aux directeurs d'établissements éducatifs relevant du secteur de bénéficier, à leur demande, d'un départ à la retraite avant l'âge légal", a expliqué le ministre. "Les concernés auront ainsi la liberté de continuer à travailler ou de partir à la retraite, dans un cadre de responsabilité et de flexibilité, en parfaite adéquation avec la spécificité de la noble profession d'enseignant et son rôle fondamental dans l'édification de la société", a affirmé M. Bentaleb, rappelant que l'Etat "a fait de l'éducation l'un des piliers du développement global". Ce projet de loi prévoit un abaissement de l'âge de la retraite à 57 ans pour les hommes et à 52 ans pour les femmes.

DYNAMISATION DE LA CULTURE ENTREPRENEURIALE

Mise en place de 109 CDE et plusieurs incubateurs

Par M A.

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans la promotion de l'esprit d'entreprise auprès des jeunes. Avec la création de 109 centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) au sein des universités et la mise en place d'incubateurs spécialisés, les autorités entendent insuffler une nouvelle dynamique entrepreneuriale, orientée vers l'innovation, la rentabilité et l'autonomie économique.

Invité de la télévision algérienne, Bilal Achacha, directeur général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), l'a affirmé avec conviction : « Nous ne sommes plus dans une logique administrative de simple financement de dossiers. L'agence s'inscrit aujourd'hui dans une démarche économique rigoureuse ».Le dispositif repose sur un maillage territorial et sectoriel réfléchi, articulé autour de deux structures complémentaires. Les centres de développement ont pour mission d'accompagner tous les projets économiques viables, quelle que soit leur nature, tandis que les incubateurs se concentrent spécifiquement sur les idées innovantes et technologiques. « Tout étudiant ou porteur d'une idée novatrice peut être accompagné dans un incubateur pour transformer son concept en entreprise. Pour les autres types de projets, les centres de développement prennent le relais », a-t-il expliqué. Cette approche vise à encourager, d'une part, la création immédiate de micro-entreprises dès la fin des cycles universitaires ou de formation, et d'autre part, à insuffler à long terme une culture entrepreneuriale durable chez les jeunes, en stimulant leur esprit d'innovation dès les bancs de l'université.

Depuis un an, la NESDA opère une réforme structurelle. Exit les anciens réflexes bureaucratiques. Désormais, seuls les projets économiquement rentables, portés par des promoteurs compétents, bénéficient d'un financement.Les cadres de l'agence ont été formés à l'analyse de la rentabilité, à la gestion des risques et à l'évaluation des projets. Dans chaque wilaya, des structures spécialisées ont été créées pour accompagner ce changement de cap.« Nous gérons de l'argent public. Cela nous oblige à une rigueur extrême. Il n'est plus question de financer des projets uniquement sur la base d'un dossier administratif complet », a insisté le DG de NESDA. La NESDA meten place également des solutions de financement pensées pour s'adapter aux différents profils de porteurs de projets. Trois modèles sont ainsi proposés, chacun répondant à des besoins spécifiques. Le financement tripartite repose sur une contribution personnelle du porteur de projet allant de 5 à 10 %, complétée par un apport de 20 % de la NESDA, tandis qu'une banque publique couvre les 70 % restants, le tout sous forme d'un crédit à taux zéro remboursable sur douze ans.

Le second modèle, bilatéral, est fondé sur un partage équitable entre la NESDA et le promoteur, chacun apportant 50 % du financement, avec un crédit également sans intérêts, cette fois sur une période de six ans et demi. Enfin, une troisième formule concerne plus spécifiquement l'exploitation : elle s'adresse aux entrepreneurs confrontés à des difficultés de trésorerie ou ayant besoin de financer l'achat de matières premières, dans une optique de sécurisation et de pérennisation des projets.La NESDA travaille en synergie avec les banques publiques, ainsi qu'avec d'anciens dispositifs comme l'ANGEM ou la CNAC. Cette complémentarité permet aux promoteurs ayant déjà bénéficié d'un accompagnement initial de poursuivre leur expansion à travers NESDA.Des partenariats ont également été noués avec des secteurs comme l'agriculture, le tourisme, la pêche ou la formation professionnelle, pour intégrer l'entrepreneuriat dans les cursus spécialisés.

Une transformation majeure est en cours au sein de l'agence avec la numérisation complète de ses services. Cette digitalisation vise à simplifier et à moderniser l'accompagnement des porteurs de projets grâce à plusieurs plateformes, déjà opérationnelles ou en phase de déploiement. Désormais, tout le processus peut être géré en ligne, depuis la conception du projet jusqu'à l'accès au financement. « Le porteur de projet peut désormais initier son entreprise sans se déplacer. Il gère tout, du montage du projet à l'obtention du financement, via les plateformes numériques », a détailléle directeur. Cette approche numérique, à la fois pratique et inclusive, marque un tournant décisif dans l'accompagnement entrepreneurial, en mettant les outils nécessaires directement à la portée des jeunes créateurs, où qu'ils se trouvent.

La NESDA poursuit son ouverture en élargissant progressivement l'accès à ses dispositifs à l'ensemble des profils de jeunes diplômés. Initialement destinés aux universitaires et aux diplômés des instituts spécialisés, ces services sont désormais étendus aux sortants des centres de formation professionnelle. Cette évolution marque une étape importante dans la volonté de rendre l'entrepreneuriat accessible à tous, indépendamment du parcours académique ou technique. « Cette semaine, nous finaliserons l'ouverture des services aux sortants des centres de formation. C'est une phase clé pour démocratiser l'acte d'entreprendre », a-t-il annoncé, soulignant ainsi l'engagement de l'agence à accompagner chaque jeune porteur de projet, quel que soit son horizon de départ.

En parallèle, un dispositif d'assurance est à l'étude pour sécuriser les relations entre l'agence, les promoteurs et les banques. Objectif : créer un climat de confiance propice à l'investissement, notamment chez les jeunes primo-entrepreneurs.

CONSTANTINE

Mise en service prochaine de projets de raccordement de 246 foyers au réseau de gaz naturel dans plusieurs zones rurales

La mise en service de projets de raccordement de 246 habitations au réseau de gaz naturel, réparties sur dix (10) zones rurales relevant de six (6) communes de la wilaya de Constantine, est prévue "dans les tous prochains jours", a annoncé dimanche le directeur de la société de distribution d'électricité et de gaz de Constantine, M. Larbi Boukhatem.
Dans une déclaration accordée à l'APS, M. Boukhatem a précisé que sept (7) de ces projets ont d'ores et déjà été achevés, et que seules quelques retouches finales restent à apporter sur les trois (3) autres opérations restantes.
Il a souligné que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme destiné à renforcer les infrastructures énergétiques, en particulier dans les zones rurales et les hameaux, avec un financement assuré par le budget de la wilaya et le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales.
Ces projets seront, selon lui, livrés "dans les prochains jours".
Ces opérations concernent dix localités, parmi lesquelles les villages de Zegrour Larbi, Ben Tazir, Aïn Sekhouna et le regroupement rural Aïn Bensebâa (commune de Hamma Bouziane), le village Ben Djeddou (Zighoud Youcef), les mechtas de Rebta et Aïoun Essaad ainsi que les quartiers El-Salam et Tarik El Mahdjara (Didouche Mourad), en sus de la localité de Bordj Essamar (Constantine) et Aïn El-Hamra au Douar Madi (Beni Hamidène), a-t-on indiqué.
Ces projets ont nécessité, a-t-il poursuivi, la réalisation d'un réseau de distribution de gaz d'une longueur totale de 13,04 kilomètres, pour un coût global dépassant les 27 millions de dinars.
Un investissement destiné à concrétiser le raccordement au gaz naturel des zones isolées, contribuant ainsi à l'amélioration significative du cadre de vie des habitants et à la réduction de leur dépendance aux sources d'énergie traditionnelles.
M. Boukhatem a également fait savoir que la réception de ces projets permettra de hisser le taux de couverture en gaz naturel à des niveaux encore plus élevés.
La wilaya de Constantine affiche d'ores et déjà un taux de couverture du réseau de gaz de plus de 95 %, la plaçant ainsi parmi les wilayas les plus avancées du pays en matière de généralisation de l'accès à cette énergie.
Ces réalisations, a-t-il conclu, s'inscrivent dans la droite ligne de l'engagement de l'Etat en faveur des habitants des zones rurales et de la promotion du développement durable à travers l'ensemble du territoire de la wilaya.

SIDI BEL ABBES

Lancement des ateliers de généralisation du projet du Référentiel national d'adressage

Les ateliers de généralisation du projet du Référentiel national d'adressage (RNA) ont été lancés, dimanche à Sidi Bel Abbes, sous la supervision de Mme Amal Djouamâa, directrice de la Gouvernance locale au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan gouvernemental visant à moderniser le service public pour l'adapter aux transformations numériques à l'échelle nationale et internationale, indique-t-on.
Mme Djouamâa a souligné que ces ateliers de formation, organisés sur une durée de quatre jours, reposent sur
"le recours aux données géo-spatiales comme alternative efficace pour accompagner l'expansion accéléré des villes", précisant que "le projet du Référentiel national d'adressage vise à moderniser la gouvernance territoriale et à contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par les Nations Unies".
Elle a ajouté que ces ateliers, qui connaissent la participation de chefs de daïras, présidents et secrétaires généraux des Assemblées populaires communales (APC) de la wilaya de Sidi Bel Abbes, "visent à appuyer ce projet en renforçant la dimension économique des collectivités locales et en établissant des bases de données en fonction des potentialités socio-économiques et des spécificités de chaque région".
La responsable a également mis en avant l'importance de l'utilisation des données géo-mécaniques afin de s'adapter à l'évolution urbaine rapide, en collaboration avec les différents secteurs et acteurs impliqués dans le projet, à travers la mise en place d'un programme numérique structurant le Référentiel national d'adressage, qui s'aligne sur les exigences du développement durable.
De son côté, le wali de Sidi Bel Abbes, Kamel Hadji, a insisté sur "l'importance de renforcer ce projet national d'adressage par la création d'une base de données intégrée, incluant la numérisation des adresses aux niveaux local et national et son intégration dans les différents systèmes d'information en réponse aux mutations numériques rapides".
Il a également souligné "l'importance d'investir dans le capital humain à travers la formation, afin d'améliorer la qualité des services publics offerts aux citoyens dans une logique de gestion intelligente des villes".
A noter que ces ateliers se déroulent en présence de représentants de l'Agence Spatiale Algérienne, du Centre Point focal, du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, de la Direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur, ainsi que du ministère de la Poste et des Télécommunications.
Les travaux portent notamment sur les cadres réglementaires et opérationnels pour la dénomination des institutions, lieux et bâtiments publics, les règles et méthodes de désignation des entrées des bâtiments, ainsi que la numérisation des bases de données d'adressage et leur intégration dans les supports cartographiques.

BATNA

Près de 100 agriculteurs en formation sur l'aquaculture intégrée à l'agriculture

Une session de formation sur l'aquaculture intégrée à l'agriculture a été lancée dimanche à Batna au profit de 95 agriculteurs à l'initiative de la direction locale des services agricoles (DSA), de la chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sétif et de la station locale de pêche.
Encadrée par des formateurs de l'Institut de technologie des pêches et de l'aquaculture de Collo (Skikda), cette formation de trois jours tenue à l'INSFP " frères chouhada Ahmed et Tayeb Benabid " de la ville de Batna s'inscrit dans le cadre de " la stratégie d'augmentation de la production nationale de poisson par la formation et l'implication des agriculteurs dans cette activité ", a indiqué à l'APS Yakoub Ighmine, président de la chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture.
Cette initiative intervient après une caravane de sensibilisation des agriculteurs de la majorité des communes de la wilaya à l'exploitation des bassins d'irrigation en aquaculture par l'adhésion au programme d'élevage du tilapia rouge, selon la cheffe du service de vulgarisation agricole à la direction de l'agriculture, Amel Benderdoukh.
De son côté, le responsable la station locale de la pêche et de l'aquaculture, Abdelatif Litami, a souligné un grand engouement au cours des cinq dernières années des agriculteurs de la wilaya pour l'aquaculture dans les bassins d'irrigation.
Le premier jour de cette session a coïncidé avec l'ensemencement en 10.000 alevins de tilapia rouge dans le bassin d'un agriculteur de la commune de Maafa, a précisé ce même cadre ajoutant qu'il s'agit de la deuxième opération du genre depuis début 2025 après celle ayant porté sur l'ensemencement en 14.000 alevins du même poisson d'un bassin d'un agriculteur de la commune de Talkhamt.
" Nous œuvrons à travers l'accompagnement des agriculteurs dans ce domaine à élargir l'élevage de poissons dans les bassins d'irrigation, notamment de tilapia rouge pour augmenter les quantités produites et couvrir le marché local et de certaines wilayas voisines ", selon le même responsable.
La session qui regroupe des agriculteurs de plusieurs communes de Batna ainsi que des wilayas de Constantine et de Mila porte sur leur initiation aux principes de base de l'aquaculture avec, à son terme, une sortie de terrain vers des exploitations agricoles pratiquant l'aquaculture et des actions d'ensemencement d'alevins de tilapia.

AÏN TEMOUCHENT

Les plages dotées d'équipements pour les personnes aux besoins spécifiques

Les plages de la wilaya d'Aïn Temouchent seront prochainement équipées d'installations destinées aux personnes aux besoins spécifiques, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.
Dans cette optique, le wali d'Aïn-Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a donné, lors des travaux du Conseil exécutif de wilaya, des instructions pour allouer un budget spécifique à l'aménagement de couloirs d'accès adaptés aux personnes aux besoins spécifiques sur les plages de la wilaya.
Le premier responsable de l'Exécutif local a également ordonné l'acquisition de fauteuils flottants et de tapis de plage (anti-sable), qui seront mis à disposition de cette catégorie de la société sur plusieurs plages.
Le wali a insisté sur la nécessité de garantir toutes les conditions de détente et de bien-être pour ces personnes, en leur accordant une attention particulière sur l'ensemble des plages de la wilaya.
Pour sa part, le directeur du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Bensaoud, a indiqué que "14 rampes d'accès pour les personnes aux besoins spécifiques seront réinstallées sur plusieurs plages de la wilaya, à la veille de l'ouverture de la saison estivale, dans le cadre d'un projet de développement mené en coordination avec plusieurs communes côtières".
La saison estivale de cette année sera également marquée par la réouverture de la plage "La Marmite" à Beni-Saf, ce qui portera à 18 le nombre de plages autorisées à la baignade dans la wilaya, a-t-il ajouté.
Concernant les établissements hôteliers, le secteur du tourisme à Aïn Temouchent compte actuellement 45 hôtels, avec une capacité d'accueil totale de 6.952 lits. Deux nouveaux hôtels devront renforcer cette capacité, d'ici la fin de l'année, a-t-on fait savoir de même source.

Se réapproprier le cours du monde : progresser dans l'interdépendance

Une réappropriation du cours des choses suppose une disponibilité au monde, une insertion appropriée de lui en nous et de nous en lui, nous permettant de bien aller avec. Cela suppose de nouveaux rapports entre la société et sa diaspora et par-delà entre la société et le monde, et dans la société, entre le public et le privé d'une part, le travail, le savoir et la richesse d'autre part, faisant que les forces du monde passent dans celles de la société.

5e partie

DERGUINI Arezki (*)

Socialiser par le milieu

Au cœur de la région, il y a des familles défaites par la socialisation étatique et la production de consommation. Les familles ne produisent plus de producteurs, mais des consommateurs. Les compétitions individuelles se perdent dans la dissipation. Elles ne portent pas de projet collectif. Aussi l'identité collective ne peut-elle se composer par le libre jeu de la compétition familiale. Les familles ont désappris la coopération, les institutions (l'école et l'entreprise) y ont contribué. Remettre la famille dans la socialisation comme agence de production de producteurs n'est possible que dans le cadre de la région où l'exemplarité peut être effective. Dans ce cadre peut aussi être mises en œuvre et contrôlées des compétitions individuelles au service de la coopération collective, des coopérations individuelles au service de la compétition collective. C'est dans ce cadre que peuvent être alignés les objectifs et les capacités de la population, que l'effort au regard de l'objectif peut-être consenti. C'est dans ce cadre que la définition de soi, la volonté de vivre et d'être dans le monde et le pays peut prendre forme réelle.
Reconstruire l'identité sociale à partir du milieu du continuum social (famille, région et nation) en s'appuyant sur l'exemplarité est la méthode convenable pour reconstituer et préserver l'unité du continuum social. Il faudrait donc reconstruire la famille et l'État à partir de la région. Reprendre le processus de différenciation à sa base (nature/société, civil/militaire, travail/capital), lui redonner son unité (société dans la nature et inversement, civil dans le militaire et inversement, travail dans le capital et inversement), le processus d'institutionnalisation à partir des régions où l'a interrompu l'intervention intempestive de l'armée des frontières. Il est impératif de reprendre l'expérimentation sociale. Se refuser à un tel processus, c'est s'enfermer dans une attitude défensive à l'égard des stratégies adverses de partition. En effet, « comprendre » (envelopper) les stratégies de partition et les prolonger pour leur donner un autre objectif est la stratégie gagnante. Elle utilise les ressources adverses pour d'autres objectifs auxquels elles sont assignées, elle transforme des faiblesses en forces pour rétablir de l'interdépendance et y progresser.
Mais encore faudrait-il que la région ait une juste appréciation de sa situation dans le monde pour être en mesure de penser et d'exécuter une telle stratégie. Ce qui n'est pas exactement le cas. On ne peut pas sauter par-dessus les rapports de force, il faut être en mesure de faire avec de la façon la plus profitable, la moins coûteuse.
L'Algérie a été exemplaire dans l'entame du processus de décolonisation, son exemplarité est mise à l'épreuve dans sa nouvelle phase avec l'ordre mondial non-westphalien qui se met en place. Derrière le programme de démocratisation, du monde arabe et musulman, se met en place une stratégie de partition de ses nations, de destruction des résistances populaires. Le monde arabe et musulman va voir s'affronter des forces centrifuges et des forces centripètes en vue de faire graviter ses territoires autour des nouvelles métropoles, qui en tant que vassaux, qui en tant que « bled siba ». Les nations dont les États ont été détruits par la force (Irak, Libye et Syrie) montrent que faute de ne pas s'y être préparées, faute de ne pas avoir déployé une telle stratégie de détournement, la capacité des régions à faire corps est empêchée par les ingérences extérieures. La force d'une nation réside dans la résonance qui existe entre ses différentes régions. Sa faiblesse réside dans leur séparation et leur dissonance. L'exacerbation de la compétition entre les grandes puissances menace la souveraineté des pays producteurs de matières premières, menace leur pouvoir de négociation. Il faut réfléchir pour l'Afrique et avec elle le mode d'insertion international que leur promettent une telle compétition et celui qu'elle désire.
Faire faire corps à des ensembles régionaux dans un ensemble national est le défi qui doit être relevé. Différents pôles qui résonneraient dans un seul corps, se développeraient dans l'interdépendance. Le rapport est de résonance et de complémentarité et non d'uniformisation. Les expérimentations collectives ne seront pas sans résonance, tout au contraire, elles devront résonner les unes dans les autres, être attentives l'une à l'autre, mutualiser les conquêtes, les succès. « Voici ce que nous avons réussi à faire, pouvez-vous en faire autant ? » peut-on se dire. Nous n'avons pas à imiter ceux trop éloignés de nous, que nous ne pouvons pas imiter et desquels beaucoup de choses nous échappent et nous séparent ; l'imitation fonctionne de proche en proche[12] par le fait de l'irradiation d'un centre exemplaire. L'importation de l'étranger passerait par nos diasporas, des diasporas qui traduiraient deux mondes, l'un dans l'autre, qui ne nous seraient pas devenues étrangères, qui sauraient ce que nous pouvons apporter au monde en échange de ce qu'il et elles nous apportent. Les enfants de nos enfants émigrés ne doivent pas changer de nationalité, mais servir deux nations. De ces diasporas dépendent, pour une partie, la qualité de notre relation au monde, c'est-à-dire la manière dont nous ferons l'expérience du monde et prendrons position par rapport à lui. L'autre partie sera notre part. Bref, d'elles et de la société, de leur rapport au monde, dépendra la qualité de notre appropriation du monde.
Un tel esprit n'a pas encore gagné notre société et nos diasporas, il a même reflué comparé à celui de nos premiers travailleurs émigrés (ils ne connaissaient pas encore le regroupement familial), des diasporas étrangères ont pourtant montré la voie. Notre diaspora doit apprendre des autres diasporas qui ont réussi leur relation au monde, et notre société de leur société avide de s'approprier le monde, comme l'a effectué celle qui a initié le mouvement de libération nationale. S'approprier le monde, se remettre dans son cours, au lieu d'être refoulé et dispersé sur ses marges, c'est retrouver un rapport au monde de la société et de sa diaspora, qui la mettra en mesure de remettre la société dans le cours du monde et le cours d'une expérience réussie.

Pouvoir, vouloir et savoir

Ce ne sont pas les idées qui dirigent le monde, le monde ne se soumet pas aux idées, c'est du cours des choses qu'une idée émerge et c'est à lui qu'elle retourne. On passe du réel au rationnel et inversement. Les processus qui affectent l'individu et l'action de l'individu dans le cours des choses ne passent qu'en partie par sa conscience et ne sont animés qu'en partie par une volonté indépendante ; une volonté qui voudrait s'imposer au cours des choses ne fait que s'en éloigner. Il en est de s'inscrire dans le cours des choses comme il en est d'atteindre ce que le philosophe appelle les « états optimaux » :
«… la plupart des états, physiques ou mentaux, que nous associons de près ou de loin à l'idée de bonheur …, ont justement en commun cette propriété redoutable d'être mis en déroute par la simple tentative de les faire advenir de façon volontaire. ... Tout se passe comme si l'excès de conscience réflexive et le surcroît de volonté nous éloignaient irrémédiablement de la fin convoitée. Vouloir et pouvoir semblent se situer dans une relation directement antagoniste. … j'en suis venu à m'intéresser de près aux processus qui affectent l'individu dans le cours de l'action, en prenant pour foyer d'attention les moteurs mêmes du changement, les ressorts et les ressources dont nous disposons souvent à notre insu afin de réaliser, en nous ou en autrui, ces états optimaux hostiles à l'intervention du vouloir. »[13]
L'humanité ne tient pas son destin entre ses mains, elle ne transcende pas le cours des choses et ne le domine pas. L'humanité participe du cours des choses, elle ne l'agit pas plus qu'elle n'est agie. La civilisation thermo-industrielle s'est longtemps crue dans la vérité, aujourd'hui elle continue à se mentir à elle-même malgré l'érosion de ses croyances. Elle persiste dans son arrogance et surenchérit dans le mensonge. Les sociétés vieillissantes n'ont pas beaucoup le choix, elles sont attirées davantage par le passé que par l'avenir.
Pour se réapproprier le cours des choses, s'approprier le monde, il faut faire confiance à la jeunesse, à son désir d'être et d'exister dans le monde. Il faut faire confiance à sa capacité de capter l'esprit du temps, il faut l'aider à apprendre de ses erreurs. Car elle doit en faire pour apprendre. L'expérience des anciens compte, celle de ceux qui ont appris de leurs erreurs, pas celle de ceux qui voudrait diriger l'action de la jeunesse, persistent dans leurs erreurs et se croient dans la vérité. Les anciennes générations de la post-colonisation sont en train de refaire l'erreur de celles de la colonisation. Les unes étaient enfermées dans la situation coloniale, les autres dans la situation nationale. Le savoir des anciens est déjà dans la jeunesse, et celui des plus anciens qu'eux, qui n'est pas passé par l'éducation, mais par leur conduite et leurs dispositions dont ils n'ont eux-mêmes pas beaucoup conscience.
L'expérience postcoloniale est une expérience bousculée. On ne peut pas parler de transmission, celle-ci suppose une expérience stabilisée. Entre l'expérience des anciens et la pratique des nouvelles générations, un hiatus s'est formé. En même temps que s'achevait une expérience, une nouvelle radicalement différente démarrait. Un tel hiatus date du choc colonial, de la mise en rapport de deux sociétés radicalement hétérogènes. La période postcoloniale ne l'a pas comblé. Les deux sociétés continuent de s'exclure sans le savoir et par moments s'affrontent ouvertement. Notre relation au monde est trouble. Les anciens n'ont pas poussé les jeunes à s'approprier le monde, ils ont voulu les en protéger. Aussi la société prête-t-elle le flanc au monde au lieu de l'embrasser. Nous sommes pris par un monde que nous craignons de prendre. C'est en se saisissant de l'esprit du temps que la jeunesse pourra revenir sur l'expérience de ses aînés et de ses ancêtres, s'approprier ce qui en fera sa force et se défaire de ce qui peut en faire la faiblesse. De mon expérience bousculée d'enseignant, j'ai pu observer que l'on transmet plus sûrement ses défauts que ses qualités.

(A suivre)

Notes

[12] C'est aux sociologues Gabriel Tarde (l'imitation) et Harmut Rosa (résonance) que l'on peut ici renvoyer.
[13] Cité par Romain Graziani. L'usage du vide. Essai sur l'intelligence de l'action, de l'Europe à la Chine. Gallimard. 2019.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

ÉGYPTE

Alexandrie va moderniser son tramway vieux de plus d'un siècle et demi

Entre TGV, métro, tramway, etc., l'Égypte continue de mener des projets ferroviaires d'envergure pour moderniser le réseau national. En plus de densifier l'offre, ces chantiers visent à accélérer la transition vers un modèle multimodal et plus intégré.

Le gouvernement égyptien a signé avec un consortium composé d'Arab Contractors (Public) et de Hassan Allam Construction (Privé) un accord pour moderniser le réseau de tramway d'Alexandrie, dans le cadre d'un vaste programme de transport durable.

Le projet prévoit la réhabilitation de 13,2 kilomètres de lignes dont 5,7 km d'ouvrage en surface, 7,3 km en hauteur et 276 m sous terre. Les tracés desserviront 24 stations à travers des pôles urbains majeurs comme San Stefano, Sidi Gaber, Raml, etc., pour rallier la gare Victoria à l'ouest, et seront interconnectés avec la ligne de métro d'Alexandrie en cours de développement.

Objectif : tripler la capacité et réduire les temps d'attente

Construit en 1860 et opérationnel depuis 1863, le tramway d'Alexandrie est le plus ancien d'Afrique et l'un des premiers au monde. Il reste néanmoins un moyen de mobilité essentiel pour les résidents, et sa modernisation devrait permettre de faire passer la vitesse moyenne du transport de 11 à 21 km/h, réduisant les temps de trajet de 60 à 35 minutes.

L'intervalle entre les rames passera de 9 à 3 minutes, ce qui fera bondir la capacité horaire de 4700 à 13 800 passagers. Les objectifs sont aussi selon le ministre des Transports, Kamel El-Wazir, de réduire la pression sur le réseau routier et d'assurer une meilleure intégration des différents modes de mobilité publique.

Un transport multimodal en perspective

Le plan de refonte du transport ferroviaire en Égypte a vu le lancement de nombreux projets de services modernes comme des TGV, des skyways, des métros légers, etc. Pour le ministère, en dehors de la volonté de rompre avec un passé marqué par des déraillements de trains fréquents, les objectifs de ces investissements sont de faciliter l'intégration et de booster les performances du système de transport public en offrant plusieurs options aux usagers.

ARABIE SAOUDITE

Le ministre du Tourisme a lancé le programme d'été saoudien

Ahmed Al-Khateeb, ministre du Tourisme et président de l'Autorité saoudienne du tourisme, a lancé le programme Saudi Summer sur le thème « Color Your Summer » lors d'un atelier récemment organisé par l'Autorité à Riyad.

L'événement a rassemblé plus de 120 partenaires issus de l'écosystème touristique du Royaume, dont des représentants des secteurs public et privé.

L'objectif de cet atelier était de favoriser la collaboration entre les différents acteurs avant le début de la saison estivale, afin d'aligner les efforts et d'atteindre les objectifs du programme, mais aussi de maximiser son impact économique et touristique.

De mai à septembre 2025, le programme Saudi Summer proposera six destinations distinctes, des escapades côtières modérées de Djeddah et de la mer Rouge aux hauts plateaux frais et pittoresques de Taif, Baha et Asir.

Parmi les temps forts, citons la Coupe du monde d'esport à Riyad, qui se tiendra de juillet à août, ainsi que les saisons animées de Djeddah et d'Asir, qui proposeront divers événements, activités et campagnes promotionnelles.

« Le fait de réunir nos partenaires chaque année dans le cadre de cet atelier témoigne de notre engagement commun à façonner l'avenir de l'industrie touristique saoudienne », a déclaré M. Al-Khateeb.

Il a ajouté : « Cette année, nous sommes encouragés par le fait que le secteur privé a contribué à hauteur de plus de 300 millions de SR (80 millions de dollars) à la préparation de cet été qui s'annonce incroyable. Avec sa riche culture et sa diversité à couper le souffle, l'Arabie saoudite continue d'inspirer les voyageurs du monde entier, tout en dynamisant la scène touristique nationale.

M. Al-Khateeb a fait remarquer que l'été est bien plus qu'une simple période de pointe pour les voyages : c'est une occasion clé pour le secteur d'innover, de se développer et d'avoir un impact durable.

« Cette année, nous avons l'intention d'accueillir plus de 41 millions de visiteurs en provenance de 18 pays et d'atteindre un total de 73 milliards de SR pour les dépenses touristiques. Ces chiffres reflètent la réputation croissante de l'Arabie saoudite en tant que destination de classe mondiale, offrant des expériences inoubliables tout au long de l'année », a-t-il déclaré.

Fahd Hamidaddin, PDG de l'Autorité saoudienne du tourisme, a souligné la nature transformatrice des offres touristiques du Royaume : « L'Arabie saoudite redéfinit la façon dont le monde perçoit les voyages d'été. Cet été, en partenariat avec plus de 120 parties prenantes, présentera plus de 600 produits et expériences touristiques uniques, ainsi que plus de 250 offres spéciales ».

Il a ajouté : « Des îles vierges de Shebara et Umhat le long de la mer Rouge aux nouveaux centres de villégiature de luxe emblématiques tels que le St. Regis et Desert Rock, en passant par cinq nouvelles plages à Jeddah et les retraites fraîches d'Asir, Taif et Baha, l'Arabie saoudite transforme chaque visite en une bande-son vibrante de l'été. »

TUNISIE

Augmentation de 6.8% de la fréquentation dans la région Nabeul-Hammamet Nord

Le délégué régional du tourisme à la station touristique de Nabeul-Hammamet Nord a indiqué que « le gouvernorat connaît une activité touristique importante durant cette période, qui coïncide avec ses préparatifs pour la saison touristique en cours ».

Ben Fraj a ajouté que tous les indicateurs et prévisions laissent présager une saison touristique prometteuse et exceptionnelle à tous les niveaux. Il a souligné que « la région connaît une fréquentation importante dans de nombreux hôtels touristiques, avec des chiffres en hausse ».

Le délégué régional du tourisme a révélé que 167.500 touristes ont été enregistrés depuis le début de l'année jusqu'au 10 mai, soit une augmentation de 3,1%, et 630.000 nuitées touristiques, soit une augmentation de 6,8% par rapport à la même période de l'année dernière.

Il a ajouté que la Tunisie connaît une résurgence significative sur tous les marchés traditionnels, notamment la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la République tchèque et la Pologne. Il a cité, par exemple, une augmentation de 49% du marché britannique, le marché intérieur occupant la première place.

Concernant les préparatifs de la saison touristique en cours, Ben Faraj a souligné que « les services d'inspection de la Délégation régionale du tourisme de Nabeul-Hammamet intensifient leur surveillance de la plupart des établissements touristiques, notamment ceux qui ont rouvert après la fermeture saisonnière, pour évaluer leur état de préparation ».

Il a souligné la poursuite des inspections visant à inclure les restaurants touristiques, les centres d'animation touristique et les voyages touristiques organisés par les agences de voyages, en mettant l'accent, lors des inspections, sur la qualité des services, le respect des réglementations en matière de santé et de sécurité et le système d'auto-sécurisation.

IRAK

Les réserves d'eau sont au plus bas depuis 80 ans

L'alerte est donnée en Irak : les réserves d'eau sont au plus bas depuis 80 ans. Une saison des pluies médiocres combinée à un faible débit des deux fleuves du pays, bloqués en amont par des barrages turcs, syriens et iraniens, aboutissent à une pénurie d'eau pire qu'en 2024. Le porte-parole du ministère des Ressources hydriques annonce des restrictions, mais ces solutions ne sont que temporaires.

Le constat est sans équivoque. Pour Tahsin al-Moussawi, expert en ressources hydriques, « la consommation d'eau en Irak dépasse les ressources disponibles. Le pays est entré dans la zone rouge du stress hydrique ». Pour lui, Idéalement, pour survivre à l'été, l'Irak devrait selon lui disposer de 18 milliards de mètres cubes d'eau.

« Les réservoirs d'eau irakiens contiennent actuellement moins de 10 milliards de mètres cubes, dit cet expert, et avec les températures qui augmentent, l'Irak pourrait perdre plus de 5 milliards de mètres cubes ». Parmi les causes de cette pénurie : l'arrosage agricole par inondation qui gaspille d'importantes quantités d'eau mais aussi - et surtout - les barrages turcs et iraniens en amont des fleuves.

Il faut un partage « équitable »

Malgré un accord conclu avec Ankara, l'Irak ne perçoit, selon le gouvernement, que 40% des ressources en eau qui lui sont dues. Ce qui est largement insuffisant, dit Tahsin al-Moussawi : « À l'heure actuelle, l'Irak a besoin de l'aide de la communauté internationale pour faire pression sur les pays partageant l'eau, afin qu'ils libèrent ou partagent l'eau de manière équitable. »

En attendant, face à la pénurie, le ministère des Ressources hydriques met en place des restrictions d'urgences visant le secteur agricole pour cet été 2025 : « Le plan agricole a été réduit progressivement de 50% à 25%. Aujourd'hui l'agriculteur irakien ne peut pas utiliser plus de 25% de ses terres », regrette Tahseen al-Moussawi. Alors que près de la moitié de la population vit de l'agriculture, le spécialiste craint une déstabilisation du pays. Dans le sud, l'eau est déjà la source de conflits tribaux.

STANDARD CHARTERED-BII

100 millions $ pour booster le commerce au Kenya et en Tanzanie

Le programme entend remédier aux insuffisances de financement commercial, frein majeur à la circulation des biens et services essentiels. Car, en Afrique, bien que le commerce soit un moteur de croissance, l'accès limité aux financements reste un obstacle pour de nombreuses entreprises.

Le groupe bancaire britannique, Standard Chartered, et British International Investment (BII), l'institution de financement du développement et investisseur d'impact du Royaume-Uni, ont conclu un nouvel accord de partage des risques pour soutenir les entreprises au Kenya et en Tanzanie.

Le programme, d'après un communiqué conjoint des deux institutions, prévoit une enveloppe de 100 millions de dollars pour répondre aux besoins en fonds de roulement et en financement du commerce du secteur privé dans ces deux pays d'Afrique de l'Est.

Ce financement est destiné à couvrir les risques liés aux prêts commerciaux et aux fonds de roulement des entreprises dans les secteurs tels que l'alimentation, l'agriculture, la santé, l'industrie et les infrastructures.

Ces secteurs présentent un fort potentiel de croissance et contribuent de manière significative à l'économie régionale.

Au total, le dispositif devrait permettre de financer plus de 450 millions de dollars de transactions brutes sur sa durée de vie, contribuant ainsi à renforcer la croissance économique de la région.

En étant éligible au « Défi 2X », une initiative mondiale promouvant l'autonomisation des femmes dans les pays en développement, ce programme met un accent particulier sur le soutien aux entreprises dirigées par des femmes.

L'objectif est de favoriser le leadership féminin, améliorer l'accès des femmes à des services financiers et promouvoir l'emploi pour la gent féminine. « Ce nouveau mécanisme de financement du commerce renforce les capacités des entreprises locales, en particulier celles détenues ou dirigées par des femmes, en fournissant les capitaux nécessaires à leur croissance, à leurs activités et à leur prospérité », a déclaré Kariuki Ngari, directrice générale et PDG de Standard Chartered pour le Kenya et l'Afrique.

Ce nouvel accord s'inscrit dans le prolongement d'une collaboration de longue date entre BII et Standard Chartered. En novembre 2024, une initiative similaire avait permis de mobiliser 350 millions de dollars pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique et en Asie du Sud.

LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLICITE

6 pays du Golfe de Guinée peaufinent leur stratégie régionale

Face au fléau de la pêche illicite qui érode leurs ressources marines, 6 pays côtiers d'Afrique de l'Ouest ont renforcé les bases d'une coopération pour protéger l'un des écosystèmes les plus riches du continent et bâtir une stratégie halieutique durable.

Le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Libéria, le Nigeria et le Togo ont mené du 19 au 21 mai à Lomé des travaux en vue d'intensifier leur collaboration dans la lutte contre la pêche illicite dans la région.

L'objectif de ces 6 membres du CPCO (Comité des pêches du Centre-Ouest du Golfe de Guinée) était de se concerter autour de ce problème qui fragilise la sécurité alimentaire des communautés côtières et mine les économies de ces eaux qui figurent parmi les plus poissonneuses d'Afrique.

L'exploitation illégale des ressources halieutiques par des navires souvent étrangers entraîne en effet des pertes économiques importantes, la destruction d'emplois et une dégradation accélérée des écosystèmes marins.

Face à la pression croissante, les États membres du CPCO entendent instaurer une réponse concertée et durable.

Parmi les mesures phares discutées, informe TogoFirst, la création d'un registre régional des navires autorisés, outil clé pour centraliser les données, harmoniser les contrôles et suivre en temps réel l'activité halieutique. L'instauration d'une période de repos biologique stricte est également envisagée pour préserver les stocks.

« Il était temps d'élaborer un régime régional de pêche basé sur une feuille de route commune » a déclaré Kossi Ahoedo, conseiller au CPCO.

AFRIQUE DU SUD

3,7 milliards $ pour relancer le transport de voyageurs en train

Grâce à cet investissement, le pays prévoit de moderniser son réseau avec l'achat de nouveaux trains et la mise à niveau des infrastructures. Ce projet vise à améliorer la sécurité, la ponctualité et à répondre à la demande croissante de transports abordables.

L'Afrique du Sud vient de proposer un budget de 66,3 milliards de rands (environ 3,7 milliards de dollars) pour le secteur ferroviaire de passagers au cours des trois prochaines années. Les fonds seront alloués à la Passenger Rail Agency of South Africa (PRASA), l'agence publique chargée du transport ferroviaire de passagers.

Lors de la présentation de ce budget au Parlement, le mercredi 21 mai, le ministre des Finances, Enoch Godongwana (photo), a précisé que la majorité des fonds seront concentrés sur deux axes structurants : le renouvellement du parc de trains de banlieue et la réhabilitation du système de signalisation.

Sur l'ensemble de l'enveloppe, 18,2 milliards de rands sont dédiés au renouvellement du matériel roulant. Lancé il y a plusieurs années, ce programme prévoit le remplacement des anciennes rames, certaines datant des années 1960. Il est mis en œuvre par le consortium Gibela, une coentreprise incluant le groupe français Alstom, qui assemble localement les rames X'Trapolis Mega dans son usine de Dunnottar. À ce jour, 275 trains sur les 600 prévus ont déjà été livrés.

En parallèle, 12,3 milliards de rands sont provisionnellement affectés à la modernisation du système de signalisation. Ce programme a pour objectif de remplacer les équipements électromécaniques obsolètes, souvent installés entre les années 1930 et 1960, par des technologies électroniques de dernière génération. Le déploiement est en cours dans plusieurs nœuds ferroviaires stratégiques, notamment dans les provinces de Gauteng, du KwaZulu-Natal et du Western Cape.

Il comprend l'installation de systèmes de verrouillage électroniques, de réseaux de fibre optique, ainsi que de systèmes de communication ferroviaire de type GSM-R. L'ensemble vise à renforcer la sécurité, améliorer la fréquence des trains et garantir une meilleure ponctualité.

Avec cet investissement, le gouvernement ambitionne d'augmenter le nombre de trajets passagers assurés par la PRASA, de 60 millions en 2024/25 à 186 millions d'ici 2027/28.

L'investissement vise à rétablir un service ferroviaire abordable pour les millions de Sud-Africains dépendants des transports publics, dans un contexte où la voiture reste inaccessible pour une large partie de la population.

Toutefois, cette ambition se heurte à plusieurs obstacles. Le vandalisme, en particulier les vols de câbles, continue de perturber l'exploitation et les chantiers. Par ailleurs, certaines emprises ferroviaires sont occupées illégalement, ce qui ralentit les travaux de réhabilitation. En outre, bien que les nouvelles rames soient conçues pour rouler à 120 km/h, elles circulent souvent à des vitesses limitées, inférieures à 40 km/h, en raison du retard accumulé dans la modernisation des infrastructures de signalisation.

RDC

L'accord final sur les minéraux avec les USA envisagé d'ici fin juin

Les autorités de la RDC cherchent à réduire la domination chinoise dans le secteur minier. Le premier producteur mondial de cobalt mise sur de nouveaux partenariats, notamment avec les USA. La finalisation de l'accord sur les minéraux pourrait soutenir cette orientation.

L'accord sur les minéraux entre la République démocratique du Congo et les États-Unis peut être finalisé d'ici fin juin, selon le Financial Times qui a cité des sources proches du dossier le dimanche 25 mai. Une nouvelle série de négociations entre les parties prenantes est prévue cette semaine à Washington, mais on ignore encore les contours du deal.

Cette sortie survient plus d'une semaine après que le conseiller spécial des USA pour l'Afrique, Massad Boulos, a annoncé la présentation d'un premier projet d'accord de paix aux autorités congolaises et rwandaises. Pour rappel, l'accord actuellement en négociation devrait permettre à Washington d'accéder aux minéraux critiques congolais en échange d'un soutien américain à la résolution du conflit avec les rebelles du M23 dans l'est de la RDC.

Un accord de paix distinct est également envisagé avec le Rwanda, lequel permettrait aux deux pays de formaliser une chaîne de valeur « légale et transparente » des minerais, en partenariat avec le gouvernement américain et des investisseurs privés.

La finalisation d'un accord sur les minéraux avec les USA devrait aussi s'inscrire dans le plan de Kinshasa qui veut réduire la domination chinoise dans son secteur minier. Washington sécuriserait de son côté une nouvelle source clé d'approvisionnement en minerais critiques, comme le cobalt dont la RDC est le premier fournisseur mondial. Le pays africain est également le deuxième producteur mondial de cuivre, ainsi qu'un important producteur d'étain et de coltan.

En attendant d'en apprendre davantage sur les termes du deal, notons que l'intérêt américain pour le sous-sol congolais s'est déjà porté sur le lithium, un autre métal très prisé dans le cadre de la transition énergétique. KoBold Metals, une société américaine soutenue par les milliardaires Jeff Bezos et Bill Gates, a annoncé début mai la signature d'un accord-cadre visant à investir 1 milliard USD pour exploiter une portion du gisement de lithium de Manono dans le pays.

POINTS-MARCHÉ

L'Europe dans le vert à mi-séance

Les Bourses européennes sont en hausse lundi à mi-séance après que Donald Trump a accepté de reporter au 9 juillet la date butoir pour une éventuelle hausse des droits de douane à l'encontre de l'Union européenne (UE). À Paris, le CAC 40 gagne 1,16% à 7.823,79 points vers 10h31 GMT. A Francfort, le Dax avance de 1,66%.

L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 1,42%, le FTSEurofirst 300 de 1,00% et le Stoxx 600 de 0,99%.
Le président américain Donald Trump est revenu sur ses déclarations dimanche après que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lui a dit que Bruxelles avait besoin de davantage de temps pour parvenir à un accord et lui a demandé de retarder l'imposition des nouveaux droits de douane jusqu'au mois de juillet, afin de coïncider avec la fin des négociations commerciales avec le bloc.
L'entretien téléphonique dimanche entre la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président américain, Donald Trump, a donné une nouvelle impulsion aux négociations commerciales entre les deux blocs, a déclaré lundi un porte-parole de la Commission européenne.
Donald Trump avait déclaré vendredi qu'il recommandait l'application de droits de douane de 50% sur les produits de l'UE exportés aux Etats-Unis à compter du 1er juin, estimant que les négociations commerciales avec le bloc n'avançaient pas assez rapidement.Selon une note de Commerzbank, les commentaires de vendredi ont rappelé l'imprévisibilité et l'apparente incohérence des politiques et des décisions de Donald Trump et de son administration.
"L'imprévisibilité de la politique entourant les droits de douane de Trump et, bien sûr, l'érosion de l'exceptionnalisme américain, pourraient encore miner le sentiment et la confiance à moyen terme", selon Christopher Wong, stratège en devises chez OCBC.
Ce délai supplémentaire est une bouffée d'air pour les investisseurs qui, outre l'incertitude commerciale et budgétaire aux États-Unis, attendent une semaine riche en indicateurs d'inflation français, allemands et américains, ainsi que les résultats du géant technologique Nvidia mercredi.
Par ailleurs, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde doit s'exprimer lors d'une conférence lundi dans l'après-midi.
Les Bourses de Londres et de New York sont fermées aujourd'hui pour cause de jours fériés.

Valeurs en Europe

Les équipementiers français Valeo et Forvia avancent de 4,69% et 5,13%, portés par les derniers développements sur le front commercial.
Le secteur automobile, l'un de plus touchés vendredi par les menaces de Donald Trump, rebondit lundi. Stellantis, Mercedes, BMW, Renault et Volkswagen gagnent entre 0,60% et 2,38%. Le secteur des semi-conducteurs progresse aussi, avec Besi, AMS International et ASML en hausse d'environ 2,5%.
Le luxe, très exposé au marché américain, est également dans le vert.

Taux

Les marchés obligataires américains sont fermés lundi.
En Europe, les rendements des obligations allemandes sont en hausse lundi après avoir fini en nette baisse la séance de vendredi après les propos de Donald Trump sur les droits de douane.
Le rendement du Bund allemand à dix ans avance de 1,4 point de base à 2,5880%. Le deux ans prend 3,7 points de base à 1,7990%.

Changes

Le dollar poursuit sa baisse face à un large éventail de devises, les revirements politiques de Donald Trump, ainsi que son projet de loi sur les dépenses et les réductions d'impôts ayant détourné les investisseurs des actifs américains.
Le dollar perd 0,12% face à un panier de devises de référence.
L'euro gagne 0,16% à 1,1382 dollar.

Pétrole

Les prix du pétrole sont plutôt stables après avoir progressé lundi, l'apaisement des tensions commerciales atténuant les inquiétudes concernant l'économie mondiale et la demande de carburant.
Le Brent perd 0,05% à 64,75 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) recule de 0,13% à 61,45 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Mai 2025
Valeur : 27 Mai 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.3126	132.3276
1	EUR	EURO	149.7514	149.7948
1	GBP	POUND STERLING	178.3910	178.4593
100	JPY	JAPANESE YEN	92.3197	92.3366
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4061	18.4090
1	CHF	SWISS FRANC	160.1072	160.2029
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.7607	95.8063
1	DKK	DANISH KRONE	20.1166	20.1204
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8531	13.8583
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.0732	13.0787
1	AED	UAE DIRHAM	36.0201	36.0320
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2740	35.2798
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.2666	431.4561
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9103	44.3516
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3372	14.3389
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.1592	24.2830
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3137	3.3240
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.2639	179.2639

BOURSE DE TOKYO

Le titre de Nippon Steel en forte hausse

Le titre du géant japonais de la sidérurgie Nippon Steel est parti à la hausse lundi à l'ouverture de la Bourse de Tokyo après l'annonce par le président américain Donald Trump d'un «partenariat» avec son concurrent américain U.S Steel. À 00h15 GMT, l'action Nippon Steel prenait 4,67%, à 3.003 yens, après que le rapprochement, longtemps retardé, entre les deux géants de la sidérurgie a finalement reçu l'assentiment de Donald Trump via l'annonce vendredi d'un «partenariat» entre le groupe américain et son concurrent japonais qui cherche à l'acheter depuis des mois.
L'accord, dont le président américain n'a pas précisé les contours exacts, permettra à «U.S. Steel de rester américain et de conserver son siège dans la grande ville de Pittsburgh», en Pennsylvanie (est), avait annoncé Donald Trump sur son compte Truth Social. Il avait lancé début avril un processus de réexamen du projet de rachat de U.S Steel par son concurrent japonais, que son prédécesseur Joe Biden avait bloqué.
Les deux groupes industriels avaient annoncé en décembre 2023 le projet d'acquisition à 14,9 milliards de dollars (dette comprise) de U.S. Steel par Nippon Steel. Mais la Commission des investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS), chargée d'évaluer les conséquences sur la sécurité nationale de rachats d'entreprises américaines par des groupes étrangers, n'était pas parvenue à un consensus sur l'opération.
Le président Joe Biden l'avait finalement bloquée quelques semaines avant son départ de la Maison Blanche en janvier, arguant de questions de sécurité. Durant sa campagne présidentielle, Donald Trump avait également jugé que U.S Steel devait rester sous pavillon américain.

BOURSE ZURICH

Le vert reste de mise à l'approche de la mi-journée

La Bourse suisse maintenait ses gains lundi à l'approche de la mi-journée dans une évolution latérale. Les investisseurs étaient visiblement rassurés par le report d'environ un mois des droits de douane que veulent imposer les Etats-Unis à l'Union européenne (UE).
Face à un flux de nouvelles d'entreprises réduit, la séance manquait d'impulsion, d'autant plus que les places de Londres et New York sont fermées en raison d'un jour férié.
Le président américain Donald Trump et son homologue de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont annoncé dimanche une prolongation de la pause dans les droits de douane de 50% imposés par les Etats-Unis à l'Union européenne, jusqu'au 9 juillet.
Si ces taxes punitives étaient imposées, elles auraient de lourdes conséquences des deux côtés de l'Atlantique.
"L'impact le plus immédiat et le plus grave (en Europe) toucherait des secteurs manufacturiers clés tels que l'automobile, les produits chimiques et l'aérospatiale, qui représentent collectivement plus de 400 milliards d'euros sur les 530 milliards d'euros d'exportations de biens de l'UE vers les Etats-Unis", a averti John Plassard. Selon le spécialiste en placement de Mirabaud Banque, "le PIB de l'UE pourrait chuter de 0,5%, ce qui aurait un impact disproportionné sur les économies dépendantes des exportations, telles que l'Irlande et l'Allemagne".
Pour faire face à cette menace, "l'Europe prépare une riposte sur 95 milliards d'euros de produits américains, dont les avions Boeing et le bourbon", a détaillé M. Plassard. Les experts de VP Bank ont pour leur part prévenu que l'introduction de ces droits de douane "pèserait plus fortement sur le PIB américain qu'européen". La croissance américaine pourrait perdre 1,5 point de pourcentage avec ces taxes, ont-ils estimé.
A la Bourse suisse, après avoir ouvert sur un bond de 0,88%, le SMI semblait avoir atteint sa vitesse de croisière, l'indice phare se maintenant vers 10h45 au-dessus de la barre des 12'300 points, à 12'313,67 points, soit un gain de 0,94%. Le SLI décollait lui encore plus franchement soit de 1,09% à 2007,75 points et l'indicateur élargi SPI de 0,98% à 16'937,54 points.
En l'absence d'annonces d'entreprises importantes parmi les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index (SPI), seule la défensive Swisscom (-0,04%) restait engluée de peu dans le rouge, les 29 autres restant dans le vert. Les trois poids lourds de la cote, les pharmas Roche (+0,9%) et Novartis (+0,5%) ainsi que le numéro un mondial de l'alimentation Nestlé (+0,1%) se profilaient en bas de tableau.
Le procès de Nestlé Waters, renvoyé devant le tribunal correctionnel de Nancy pour des décharges sauvages de déchets polluants dans les Vosges, a été reporté lundi au mois de novembre. Le report fait notamment suite à un grand nombre de témoins cités.
Parmi les rares nouvelles du jour, UBS (+0,8%) a indiqué avoir rapatrié près de 64 millions de ses propres titres à l'issue d'un programme de rachat d'actions bouclé en date du 23 mai, pour un total de pratiquement 2 milliards de dollars (1,74 milliard de francs suisses). Ce montant inclut le milliard de dollars de rachat promis sur le premier semestre 2025.
L'équipementier st-gallois de pompes à vide VAT Group (+3,3%) restait lui solidement installé sur la plus haute marche du podium provisoire, laissant la 2e place au fabricant valdo-californien d'accessoires et périphériques informatiques Logitech (+2,3%) et la 3e au géant zurichois du placement de personnel Adecco (+2,2%).
Le chimiste de spécialités zougois Sika (+2,0%) était aussi recherché, tout comme le producteur bâlois d'implants dentaires Straumann (+1,6%).
Les valeurs du luxe Richemont (+1,2%)et Swatch Group (+1,4%), fortement exposées aux exportations, ainsi que le géant zurichois de l'électrotechnique ABB (+1,2%) et celui du ciment Holcim (+1,1%) rebondissaient aussi.
Sur le marché élargi, également largement teinté de vert, Accelleron (-0,6% ou 30 centimes) était traité hors dividende de 1,25 franc.

ANDORRE

Croissance du PIB de 3,4 %

En mai 2025, l'actualité économique andorrane est marquée par plusieurs événements et tendances. L'Andorre se positionne comme un hub économique innovant, avec une croissance du PIB de 3,4% et un PIB par habitant supérieur à la moyenne régionale. Le secteur de l'énergie, gaz et eau connaît une hausse de 9,4%.

Les modifications apportées aux lois sur la location visent à offrir une plus grande stabilité et protection aux locataires, notamment en ce qui concerne la durée des contrats et les ajustements de loyer. L'Andorre a également modifié les tranches de cotisation pour les travailleurs indépendants.
L'Andorre continue de se développer économiquement, avec une croissance du PIB de 3,4% et un PIB par habitant supérieur à la moyenne régionale, soulignant sa position de hub économique.
Secteur de l'énergie en hausse :
Le secteur de la production d'énergie, gaz et eau affiche une croissance de 9,4%, ce qui indique une dynamique positive dans ce domaine.
Modifications des lois sur la location :
Les modifications apportées aux lois sur la location visent à offrir une plus grande stabilité et protection aux locataires, notamment en matière de durée des contrats et de gestion des loyers.
Modification des cotisations pour les indépendants :
L'Andorre a modifié les tranches de cotisations pour les travailleurs indépendants afin d'élargir le nombre de bénéficiaires des régimes réduits.
Focus sur la durabilité et la numérisation :
Le gouvernement andorran s'attache à promouvoir des secteurs durables et à investir dans la numérisation pour transformer l'économie.
Loi Omnibus et ses implications :
La Loi Omnibus, qui apporte des changements aux règles d'acquisition immobilière, notamment pour les étrangers, a des implications importantes pour les résidents non-nationaux.
Nouvelles opportunités pour les startups :
La possibilité de demander la déclaration de société commerciale pour les startups jusqu'au 30 juin 2025 offre de nouvelles opportunités pour les entrepreneurs.
En résumé, l'économie andorrane en 2025 se distingue par sa résilience et ses perspectives optimistes, bien qu'elle soit confrontée à certains défis à moyen terme que le gouvernement s'efforce de surmonter.
Cela crée un environnement économique globalement propice pour les résidents européens.

MALGRÉ DES DIFFICULTÉS

Le Royaume-Uni entame la renationalisation de ses lignes ferroviaires

C'était une grande promesse de campagne du Parti travailliste au Royaume-Uni, arrivé au pouvoir en juillet 2024 : la renationalisation des transports ferroviaires, 30 ans après leur privatisation. Alors que 14 entreprises se partagent les lignes de chemin de fer outre-Manche, ce dimanche 24 mai marque la première étape du vaste projet de renationalisation. Mais le premier train renationalisé sera remplacé par un bus, un exemple des difficultés frappant le ferroviaire britannique.
Le premier train renationalisé devait partir à 5 heures 30 dimanche matin, mais il est remplacé par un bus, en raison de travaux de maintenance. C'est le symbole même des difficultés du réseau ferroviaire anglais : privatisé depuis 1994, il est célèbre pour ses retards et annulations récurrents.
Ce sont ces problèmes de performance que le gouvernement espère résoudre en renationalisant. Le nouvel opérateur Great British Railways doit progressivement intégrer les 14 entreprises qui se partagent le réseau anglais. Deux entreprises doivent suivre South Western Railways cette année et le processus doit durer jusqu'en 2027.
Promesse de campagne du parti de Keir Starmer
Promesse de campagne du travailliste Keir Starmer, déjà en projet sous le gouvernement conservateur précédent, la renationalisation doit permettre des économies à hauteur de 3 milliards d'euros par an pour le contribuable. Elle doit permettre également la simplification les voyages en train, ainsi qu'encourager les investissements de long terme.
Mais pour les voyageurs, pas de baisse des prix à attendre : les billets ont augmenté de 5 % cette année. Une hausse nécessaire, selon la ministre des Transports, pour mener à bien les investissements.

CANADA

Vers une croissance modérée en 2025

L'économie canadienne connaîtra une croissance modérée, avec une augmentation du PIB estimée à 1,25%. Le taux de chômage pourrait atteindre 7% à la fin de l'année, mais ces prévisions restent sensibles aux fluctuations des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis.
Croissance économique:
La Banque du Canada a déjà engagé un assouplissement de sa politique monétaire, ce qui devrait favoriser une croissance plus modérée de l'économie.
Taux de chômage:
Le taux de chômage pourrait atteindre 7% à la fin de l'année, mais cette prévision est soumise à l'évolution des échanges commerciaux.
Incertitude commerciale :
Les menaces de droits de douane proférées par les États-Unis pourraient freiner les perspectives de croissance en 2025.
Le Canada fait face à des défis structurels tels que les tensions sur le marché locatif et un déficit de productivité, ce qui limite son potentiel de croissance.

TOURISME EN ESPAGNE

Départ canon en 2025

L'Espagne continue sa croissance touristique. Au cours du premier trimestre de 2025, la destination a accueilli 17,1 millions de touristes étrangers, selon des données publiées de l'Institut national des statistiques (INE). Cela représente une croissance de 5,7% par rapport à la même période en 2024. Et un nouveau record pour l'Espagne.
Après l'INE, les principaux pays d'origine des touristes accueillis au cours des trois premiers mois de 2025 ont été le Royaume-Uni (3,1 millions, +4,6%), la France (2,1 millions, +7,1%) et l'Allemagne (2,1 millions également, mais avec un recul de 0,1%).
Montée en gamme
Ce record s'est accompagné d'une forte hausse des dépenses touristiques. Elles atteignent 23,5 milliards d'euros au premier trimestre, soit 7,2% de plus que l'année dernière. Un point mis en avant par le ministère, qui défend depuis des années une montée en gamme du secteur touristique espagnol.
Les Britanniques se sont également classés sur la première marche du podium en matière de dépenses touristiques (15,9% du total), devant l'Allemagne (12,3%) et les pays nordiques (8,8%). Sur le seul mois de mars, la dépense moyenne quotidienne par touriste était de 188 euros.
En 2024, l'Espagne s'est classée comme deuxième destination touristique mondiale derrière la France. Le pays de Cervantes a accueilli près de 93,8 millions de visiteurs étrangers l'an dernier. 2025 s'annonce donc encore meilleure, malgré la baisse de l'offre de compagnies majeures.
Ce nouveau bond de la fréquentation survient alors que les mouvements hostiles au surtourisme se multiplient depuis plusieurs mois en Espagne, où les habitants se plaignent notamment d'une congestion des infrastructures et d'une flambée des loyers.

APRÈS UN APPEL AVEC VON DER LEYEN

Trump prolonge la pause sur les droits de douane imposés à l'UE

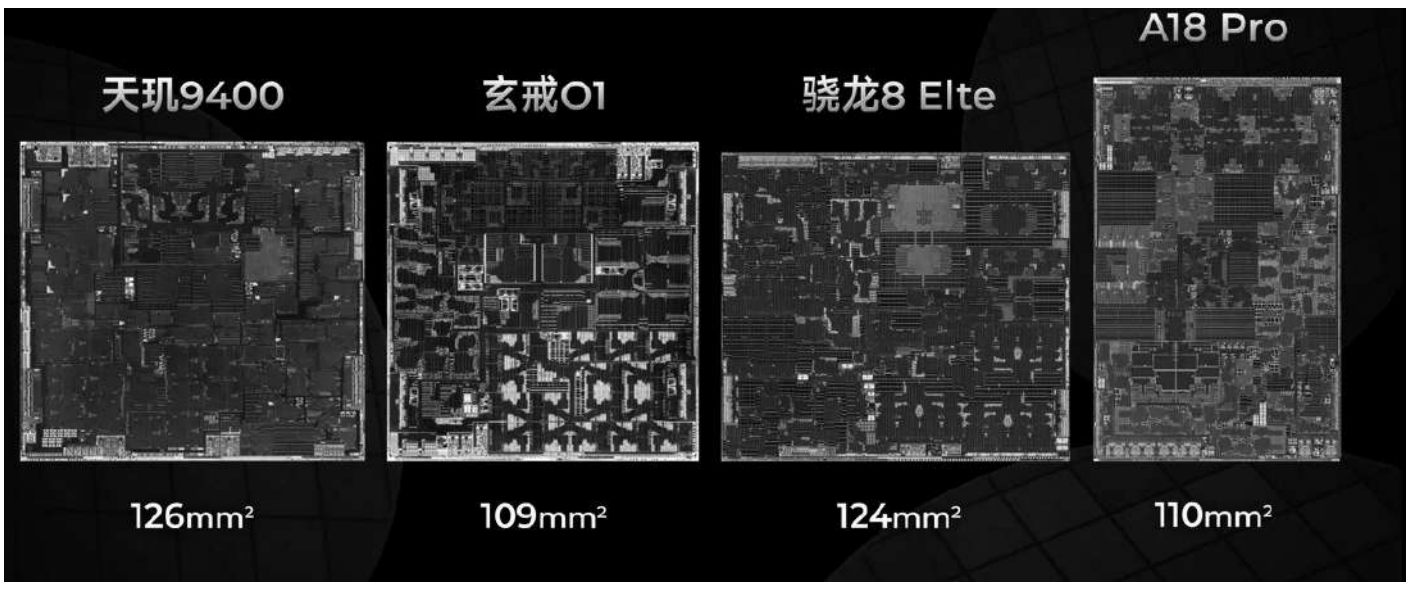
Après un appel dimanche avec la présidente de la Commission européenne, Donald Trump a dit prolonger la pause dans les droits de douane pour l'Union européenne jusqu'au 9 juillet, évoquant "une très bonne conversation".
Un sentiment partagé par Ursula von der Leyen.
Deux jours après les menaces du président américain d'imposer des droits de douane de 50 % sur les importations de l'Union européenne, Donald Trump a fait volte-face, dimanche 25 mai, après un appel avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Les deux ont annoncé une prolongation de la pause concernant ces droits de douane jusqu'au 9 juillet – ils étaient initialement suspendus jusqu'au 1er juin.
"Elle [Ursula von der Leyen] vient de m'appeler et elle a demandé une prolongation de la date du 1er juin, et elle a dit qu'elle voulait entamer des négociations sérieuses", a déclaré Donald Trump avant d'embarquer dans Air Force One, au retour de son week-end dans le New Jersey.
"Nous avons eu une très bonne conversation et j'ai accepté de déplacer la date au 9 juillet. (...) J'ai accepté, et elle m'a dit que nous allions rapidement nous rencontrer et voir si nous pouvions trouver une solution", a poursuivi Donald Trump.
Ursula von der Leyen avait de son côté fait état peu auparavant d'un "bon appel" avec Donald Trump.
"L'Europe est prête à faire avancer les négociations de manière rapide et décisive. Pour parvenir à un bon accord, nous aurons besoin de temps jusqu'au 9 juillet", a-t-elle déclaré sur le réseau social X. "L'UE et les États-Unis entretiennent les relations commerciales les plus importantes et les plus étroites au monde."

XIAOMI XRING 01

Plus petite qu'une puce Apple

Xiaomi vient de lancer la XRing 01, sa première puce pour smartphone. Gravée en 3 nm, plus compacte que l'A18 Pro d'Apple, elle affiche des débuts solides, malgré des performances légèrement en retrait par rapport aux annonces. De quoi espérer une vraie indépendance à terme ?

Xiaomi entre dans la cour des grands. Le constructeur chinois s'est lancé dans la production d'une puce maison pour smartphone, la XRing 01. Et contre toute attente, cette dernière repose sur une gravure en 3 nm (N3E) assurée par TSMC, alors qu'on s'attendait initialement à un procédé 4 nm. Mieux encore : la puce affiche un die de 109 mm², soit un peu plus compact que celui de l'A18 Pro d'Apple (110 mm²), ce qui en fait l'un des SoC les plus denses du moment.
L'objectif, s'attaquer aux leaders du secteur que sont Qualcomm et MediaTek, mais également aller titiller Apple et Google en démontrant que la marque peut également faire ses propres processeurs (avec l'aide de TSMC). Cependant, derrière cette belle fiche technique, les premiers benchmarks révèlent un bilan en demi-teinte.



La XRing 01 face aux benchmarks, et aux puces américaines

Qualcomm est américain, Apple aussi, Google aussi, et MediaTek est taïwanais. Xiaomi est donc un des rares constructeurs de puces purement chinois. Le constructeur, avec sa nouvelle puce pour smartphone, relève le défi de se confronter aux géants du secteur que sont Qualcomm et MediaTek, pour en premier lieu, alimenter ses propres smartphones.
C'est un pari audacieux pour Xiaomi. Car si ses smartphones se vendent bien, concevoir et intégrer sa propre puce en interne est un défi d'un tout autre niveau. Si, à première vue, cela semble bien fonctionner, de premiers benchmarks ont été publiés et montrent des pe
Les résultats de la XRing 01 sur les premiers tests synthétiques sont bons, mais pas au niveau des promesses de Xiaomi. Sur AnTuTu, elle dépasse les 2,6 millions de points, ce qui la place devant un Snapdragon 8 Gen 3, mais toujours derrière les Snapdragon 8 Elite ou Dimensity 9400. Sur GeekBench, la puce atteint près de 3000 points en single-core et plus de 8000 points en multi-core. Très solide pour une première génération.
Cependant, des tests indépendants indiquent que les performances sont environ 13 % inférieures à celles annoncées par la marque, ce qui laisse penser que Xiaomi a sans doute encore une marge d'optimisation, notamment côté fréquence ou gestion thermique.

Des puces Xiaomi dans d'autres smartphones ?

Si le constructeur propose sa nouvelle et première puce dans ses propres smartphones, il est cependant peu probable que ces dernières soient exportées dans d'autres smartphones de marques tierces.
C'est déjà le cas chez Apple, Google, Samsung ou Huawei : leurs puces maison sont exclusivement utilisées dans leurs propres produits, et ne sont pas proposées à d'autres constructeurs.
Xiaomi semble suivre la même voie avec la XRing 01. Certes, Samsung a, par le passé, fourni ses puces Exynos à d'autres marques, mais cette pratique s'est largement réduite.
À noter toutefois que, comme ses concurrents, Xiaomi n'a pas fabriqué la puce elle-même. La production est assurée par le fondeur taïwanais TSMC. Xiaomi s'est donc concentré sur la conception de l'architecture interne, mais a délégué la fabrication physique du SoC, ce qui est la norme dans l'industrie mobile.
Mais pour l'instant, la XRing 01 ne sera utilisée que dans les smartphones Xiaomi, et probablement pas dans d'autres marques. Le premier à en bénéficier serait le Xiaomi 15S Pro, récemment officialisé.
Comme Samsung avec ses puces Exynos, Xiaomi pourrait à l'avenir réserver ses SoC maison à certains marchés.
Pour l'instant, aucune confirmation quant à une disponibilité de la XRing 01 en Europe. Ce choix sera crucial : une présence mondiale légitimerait davantage l'approche de Xiaomi, tandis qu'un déploiement localisé traduirait une prudence stratégique.
En attendant, une mise à jour logicielle pourrait ajuster les performances et rapprocher les résultats de cette puce XRing 01 des promesses initiales.

Source : WCCfTech

DES IPHONE MADE IN THE USA

la nouvelle menace de Trump sur Apple

Le président des États-Unis veut que les iPhone soient produits aux États-Unis. Et il fait peser une grosse menace au-dessus d'Apple pour obtenir ce résultat.
Les droits de douane que les États-Unis veulent imposer partout sont autant une arme dans leur guerre contre la Chine qu'un outil devant servir à une relocalisation de masse. Un second objectif qu'Apple n'a semble-t-il pas totalement compris, avec ses plans de transformer sa chaîne d'approvisionnement au fil des années en transvasant la production des iPhone de la Chine vers l'Inde, pays qui devrait être taxé moins fortement par Donald Trump. Mais le président américain ne l'entend pas de cette oreille !

Donald Trump s'oppose aux plans indiens de Tim Cook

Tous les spécialistes sont d'accord sur une chose du côté d'Apple : relocaliser la production des iPhone aux États-Unis est quasiment impossible. Pas de quoi pourtant freiner Donald Trump, qui vient de poser un message sur son réseau social Truth Social, qui a dû donner des sueurs froides à Tim Cook.
Il y explique avoir informé « il y a déjà un certain temps » Tim Cook, le patron d'Apple, de sa volonté de voir les iPhone vendus aux États-Unis être produits dans le même pays, et « non pas en Inde, ou dans un autre endroit. »

Des droits de douane de 25% contre Apple ?

Et comme souvent avec Donald Trump dans ce domaine, ce rappel tonitruant est accompagné d'une menace… de droits de douane. Il a ainsi ajouté que si le patron de la plus grande entreprise au monde ne répondait pas à ses souhaits sur ce dossier, alors il imposerait des droits de douane de 25% contre les produits Apple.
Une mesure qui serait très vivement ressentie par les consommateurs américains. Pour le moment, Apple n'a pas voulu répondre à cette annonce, mais celle-ci a déjà fait sentir ses effets du côté des marchés financiers. En effet, à peine le message était-il mis en ligne que le cours à la Bourse de l'action Apple perdait près de 3%, avec un cours qui est à cette heure d'environ 195 dollars.

Source : 9to5mac

XPENG P7

La berline électrique chinoise se muscle

La nouvelle génération de la XPeng P7 présente un design affûté, des performances en hausse et conserve des portes avant à ouverture en élytre inspirées de Lamborghini. Suffisant pour rivaliser avec les références du segment ?

Lancée initialement en 2020, la XPeng P7 s'était positionnée comme une alternative crédible aux berlines électriques établies, offrant un design soigné mais relativement anonyme et une technologie avancée. En 2023, la version P7i – pas commercialisée en Europe - avait introduit des améliorations notables, notamment en matière d'autonomie et d'assistance à la conduite. Aujourd'hui, XPeng dévoile une nouvelle itération de sa berline, avec des ambitions clairement affichées : monter en gamme et séduire une clientèle plus exigeante.

Un design extérieur plus affirmé

La nouvelle XPeng P7 Ultra (appellation déposée par XPeng en Chine mais pas encore officialisée) arbore un design plus agressif que l'on doit à Rafik Ferrag qui avait œuvré précédemment chez Citroën et Honda. Caractérisée par des lignes tendues et une silhouette aérodynamique, elle se distingue surtout par ses feux diurnes en forme de Y qui rappellent ceux de certaines supercars italiennes – Lamborghini Revuelto en tête - et lui octroient une personnalité unique et plutôt atypique, tandis que les jantes de 21 pouces et les étriers de frein Brembo orange ajoutent une touche sportive. Amusant, le constructeur chinois a décidé de conserver des portes avant à ouverture en élytre, surnommées "peng-wing" en Chine, qui confèrent à la berline une allure résolument distinctive.
Le profil fastback de cette berline d'environ 4,90 m de long se démarque par des volumes lisses mais tendus et une silhouette élancée qui gagne en finesse grâce aux montants A et latéraux noirs. De même, si un bandeau de carrosserie trône toujours au sommet du pare-brise, la P7 nouvelle génération arbore une surface vitrée ininterrompue visuellement jusqu'au bas du hayon (suggéré par la césure au niveau du montant C) qui comprend un aileron mobile, évidemment destiné à optimiser l'aérodynamique de cette grande berline électrique tout en assurant une stabilité suffisante à haute vitesse.

Des performances en nette progression

En ce qui concerne le groupe motopropulseur, aucune information officielle n'a encore filtré. Sur base des spécifications des P7 et P7i actuelles, on peut s'attendre à deux variantes à 1 (propulsion RWD) ou 2 moteurs (transmission intégrale AWD) pour une puissance qui pourrait dépasser les 550 ch pour un couple supérieur à 700 Nm. De quoi égaler, voire battre les 3,9 s pour le 0 à 100 km/h de la P7 Performance AWD de la génération précédente.
Cette dernière utilise un pack de batterie d'une capacité de 86,2 kWh pour une autonomie de 610 km selon le cycle chinois CLTC. La nouvelle P7 bénéficiera d'une architecture en 800 V, à l'instar des G6 et G9 déjà commercialisés en Europe, et devrait autoriser une puissance de recharge en courant continu supérieure à 300 kW.

Sécurité et intelligence artificielle

Sur le plan de la technologie embarquée, il faut s'attendre à un arsenal ADAS basé sur une combinaison de capteurs, caméras, radars et LIDAR (la P7i en compte déjà 31) combinée à l'intelligence artificielle pour assurer une conduite autonome de niveau 2 (au minimum). En sus, la nouvelle P7 offrira une connectivité très développée et un assistant vocal faisant lui aussi appel à l'IA pour se perfectionner, en plus des mises à jour OTA à distance.
Cette nouvelle génération de XPeng P7 devrait être commercialisée en Chine dans le courant de l'année 2025 et arrivera probablement en Europe dans la foulée, fin 2025 ou début 2026.

Nouvelle Nissan Micra (2025) : refaire le coup de la R5 ?

Nissan relance la Micra en 100 % électrique avec une sixième génération ambitieuse. Design expressif, connectivité soignée, jusqu'à 408 km d'autonomie et deux batteries au choix : la petite nippone revient pour électriser le segment B. Quarante ans d'histoire, cinq générations, des millions d'exemplaires vendus : la Micra fait partie du paysage automobile européen. En 2025, elle revient sous une forme totalement nouvelle, en phase avec l'ambition 100 % électrique de Nissan. Désormais posée sur la plateforme AmpR, et étroitement dérivée de la Renault 5 E-tech, elle devient une citadine à zéro émission, moderne dans son esprit comme dans sa technologie. Les précommandes ouvriront dès juin en Belgique et au Luxembourg, pour une arrivée sur les routes en fin d'année.

Design entre modernité et nostalgie

Dessiné à Londres au Nissan Design Europe, le design extérieur de la nouvelle Micra revendique une posture assurée, un look épuré mais puissant. Le profil se muscle avec des arches de roue marquées, soulignées par des jantes de 18 pouces sur toutes les versions. À l'avant, les optiques LED mordent élégamment sur le capot avec une signature circulaire qui rappelle certaines générations précédentes. Détail sympathique, elle s'anime d'un clin d'œil lumineux lors du déverrouillage. La ligne de ceinture de caisse se distingue par sa « gelato scoop », une subtile ondulation sculptée qui ajoute une touche espiègle au dynamisme ambiant. Cependant, on ne peut passer à côté des similitudes étroites avec sa cousine française en termes de proportions et de volumes principaux.
Compacte mais costaude, la Micra affiche 3,99 m de long pour 1,78 m de large. Son empattement de 2,54 m pousse les roues aux extrémités pour optimiser l'agilité en ville tout en maximisant l'habitabilité.

Un habitacle zen et digital

Repris de la R5 électrique, l'habitacle joue la carte de la sobriété élégante. Deux écrans de 10,1 pouces trônent derrière le volant et au centre de la planche de bord, légèrement orientés vers le conducteur pour une ergonomie soignée, tandis que la planche de bord adopte un traitement de surface différent de la française, mais identique dans la forme. L'univers numérique s'enrichit de Google intégré (Maps, Assistant, Play), d'Apple CarPlay et Android Auto sans fil, et de mises à jour OTA. La connectivité s'étend à l'extérieur via l'application NissanConnect Services, qui permet de programmer la charge, préchauffer l'habitacle ou localiser le véhicule à distance.
Trois ambiances intérieures (Confort, Sport et Zen), 48 couleurs d'éclairage d'ambiance et même un relief

du Mont Fuji dans le rangement central : la Micra joue la carte de la personnalisation raffinée. Le coffre, lui, avance un volume flatteur de 326 litres (jusqu'à 1106 litres banquette rabattue).

Motorisations : de 90 à 110 kW

Deux niveaux de puissance sont proposés : 90 kW (122 ch) pour 225 Nm et 110 kW (150 ch) pour 245 Nm. La version 110 kW affiche 1524 kg sur la balance, avec une batterie logée au plus bas pour un centre de gravité optimisé.
La Micra repose sur une suspension avant à jambes de force et un essieu arrière multibras, ce qui reste rare dans le segment. Trois modes de conduite – Confort, Sport et Eco – sont disponibles, complétés par un mode « Perso » entièrement configurable. La régénération se module via des palettes au volant, et la fonction e-Pedal permet une conduite à une seule pédale en ville.

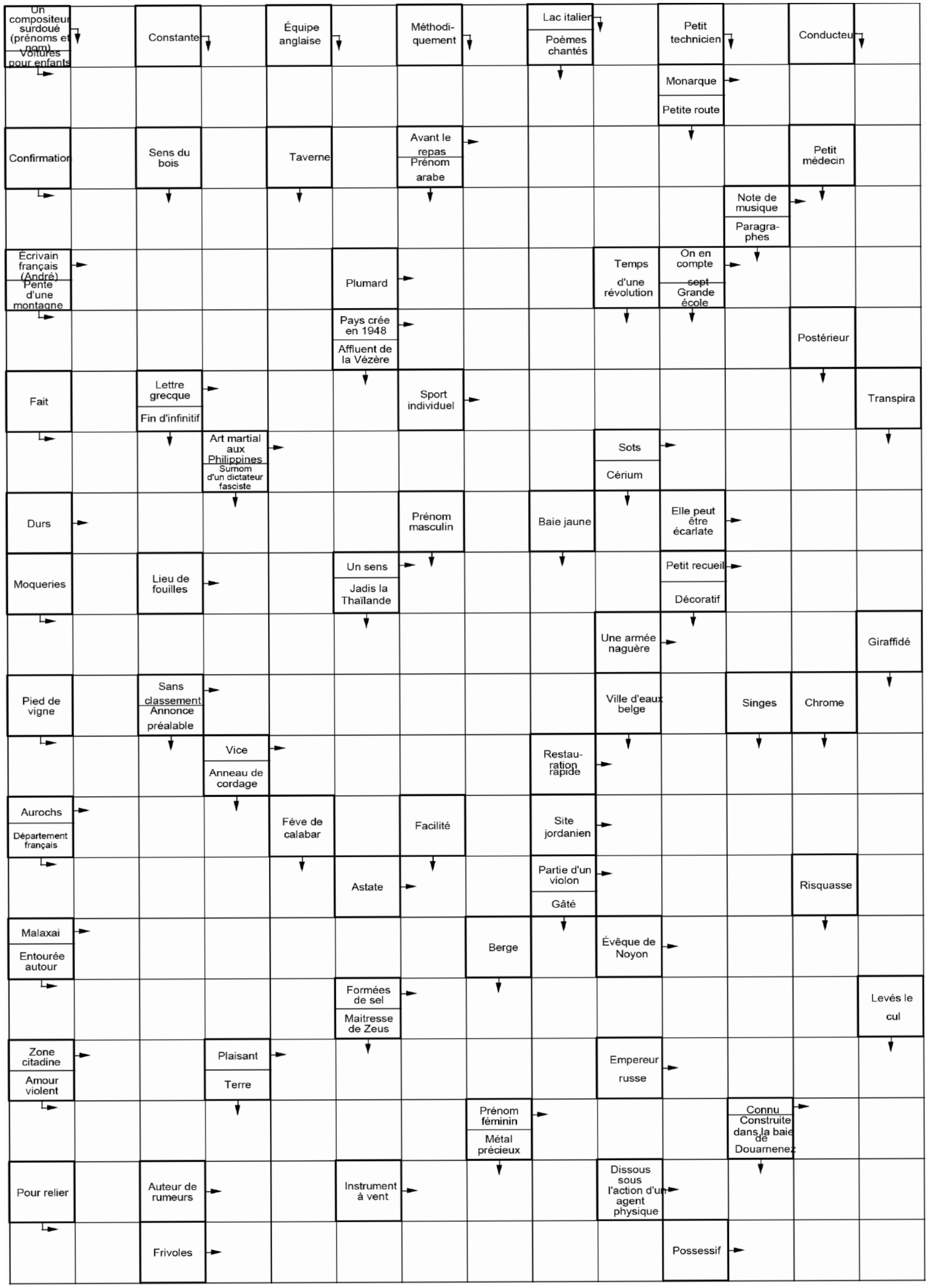
Autonomie et recharge : sérieuse proposition

Deux batteries sont disponibles : 40 kWh pour 310 km d'autonomie, 52 kWh pour 408 km (données en attente d'homologation WLTP). La version la plus puissante accepte la charge rapide jusqu'à 100 kW DC (80 kW pour la 40 kWh), permettant un passage de 15 à 80 % en 30 minutes.

2025 Nissan Micra

Les deux versions sont dotées d'un système de gestion thermique actif pour optimiser les performances de recharge. En bonus, la technologie V2L permet d'alimenter des appareils externes (gonfleur, enceinte, aspirateur) depuis la batterie du véhicule.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 27 mai 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

EL MENIAÂ

Plus de 150 hectares dédiés à la pomme de terre de saison

Une superficie de plus de 150 hectares a été consacrée à la pomme de terre de saison à travers les exploitations agricoles de la wilaya d'El Meniaâ, au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Une production prévisionnelle de 350 quintaux de pomme de terre de saison par hectare est prévue à travers cette surface agricole, ce qui permettra de renforcer la distribution de ce produit agricole dans les marchés locaux et nationaux, outre la production d'une quantité importante de graines de pomme de terre destinée pour le stockage dans les centres de collecte relevant de la société algérienne de régulation des produits agricoles, a expliqué à l'APS le directeur du secteur, Mosbah Youcef.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A PRÉSIDÉ, HIER, UNE RÉUNION

La réactivation du service du Guichet unique à l'ordre du jour

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion de travail consacrée à la réactivation du service du Guichet unique, a annoncé la Présidence dans un communiqué.

Cette réunion a réuni les ministres de l'Intérieur et des Collectivités locales, des Finances, de l'Habitat, ainsi que le chef de cabinet de la Présidence, le directeur général de l'AAPI et le président du CREA. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait indiqué que le guichet unique sera renforcé pour accompagner, encadrer et orienter les projets d'investissement et garantir ainsi une répartition équitable du développement à travers le pays. «Le guichet unique est la solution radicale au problème du foncier destiné à l'investissement, qui ne relève pas de la responsabilité de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI)», avait précisé le président de la République dans une allocution prononcée à l'ouverture de la deuxième édition de la Rencontre nationale avec les opérateurs économiques. Et d'ajouter que ce guichet, qui comptera des représentants de différents secteurs ministériels et des banques, «jouissant de toutes les prérogatives», est «la solution radicale» à toutes les problématiques rencontrées par les porteurs de projets.

SAISON ESTIVALE

Mobilisation de moyens importants et mise en place de plusieurs mesures

Le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN), la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), les services de la Protection civile et de la Direction générale des forêts (DGF) ont mobilisé d'importants moyens humains et matériels et mis en place plusieurs mesures en vue d'assurer la réussite de la saison estivale 2025, ont indiqué, lundi, les responsables de ces organismes lors d'une conférence de presse conjointe tenue au siège du Commandement de la GN à Alger.

Dans ce cadre, le représentant de la DGSN, le commissaire divisionnaire, Zouaoui Rabah, a précisé qu'en prévision de la saison estivale, "il a été procédé à la mise en place d'un plan sécuritaire coordonné et complémentaire" ainsi qu'à "la mobilisation des services de la Police aux frontières (PAF) et des bureaux mobiles aux postes frontaliers afin de répondre aux attentes des citoyens, notamment les catégories spécifiques (personnes aux besoins spécifiques, pèlerins et personnes âgées)".

Concernant les mesures visant à préserver la sécurité et l'ordre public, "des dispositifs ont été mis en place pour sécuriser tous les sites touristiques, la bande littorale, les manifestations, les espaces de loisirs et les gares de transport".

"Une brigade cycliste de police a été également mise en place pour sécuriser les parcs et les circuits touristiques", outre la mobilisation de "1.400 policiers pour sécuriser plus de 100 plages à travers toutes les wilayas côtières". Ce plan, ajoute M. Zouaoui, prévoit "la lutte contre la vente illégale et les parkings anarchiques, ainsi que la protection de l'environnement", en sus du "désengorgement du trafic routier et de la lutte contre toutes formes de criminalité". Pour sa part, le chef du service de l'information et des statistiques à la Direction générale de la Protection civile, le commandant Nassim Bernaoui a affirmé que "la Protection civile a élaboré un plan préventif et opérationnel pour protéger les citoyens et leurs biens contre les divers risques, notamment les feux de forêt et les dangers liés à la baignade dans les plages et les retenues d'eau", indiquant que les services de la Protection civile procèdent à l'exécution de ce plan en coordination avec les différents acteurs, à travers la mobilisation "des moyens matériels et humains, dont 25 moyens aériens". Pour sa part, le représentant de la DGF, M. Si Ali Said a indiqué que la direction a "mis en place un plan de prévention et d'intervention contre les feux de forêts, à travers une action proactive", soulignant, à ce propos, que "la campagne de prévention contre les feux de forêts lancée le 1er mai a donné des résultats positifs pour le moment", et ce grâce "aux efforts colossaux déployés par l'Etat pour la protection de la flore", notamment l'institution d'une nouvelle loi relative aux forêts et l'acquisition de nouveaux avions bombardiers d'eau.

Publicité

Les Enjeux Eco: 26/05/2025